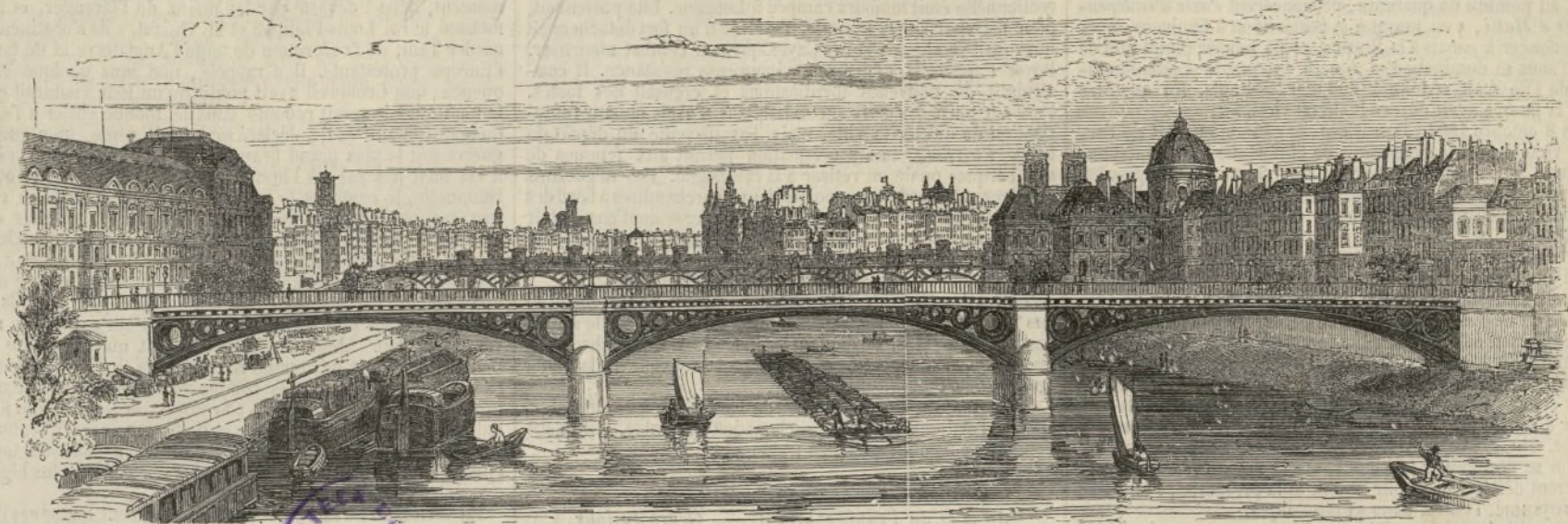


L'ILLUSTRATION,

JOURNAL UNIVERSEL.

ÉPREUVE



Ab. pour Paris. — 3 mois, 8 fr. — 6 mois, 16 fr. — Un an, 30 fr.
Prix de chaque No, 75 c. — La collection mensuelle br., 2 fr. 75.

N° 8. Vol. I. — SAMEDI 22 AVRIL 1845.
Bureaux, rue de Seine, 35.

Ab. pour les Dép. — 3 mois, 9 fr. — 6 mois, 17 fr. — Un an, 32 fr.
pour l'étranger. — 40 — 20 — 40

SOMMAIRE.

Mouvement insurrectionnel à Haïti. Carte de Haïti. Portrait du président Boyer. — **Taïti et l'Angleterre.** — **Courrier de Paris.** Le Cigare; Fraternité; le Rocher de Cancale; un Turbot dans l'embaras; le Changement de Dynastie; Paul Ier; le savant Précepteur; le Bal représentatif; armistice dansant; les Morts millionnaires; petits Enfants. — **Danseurs espagnols.** Gravure. — **Tribunaux.** Procès Sirey; M. Chaix-d'Est-Ange. Vue de la Cour d'assises de Bruxelles. Portrait de M. Chaix-d'Est-Ange. — **Mariage de la princesse Clémentine.** Vue de la Cérémonie. — **Un succès chevelu,** chapitre inédit des Mémoires de Jérôme Paturot. — **Paris au bord de l'eau.** Les Débardeurs. — **Beaux-Arts.** Salon de 1845. Les Crêpes, par Giraud; une Posada, par Leleux. — **La Vengeance des Trépassés,** nouvelle (4e partie), avec une gravure. — **Le Commissaire-Priseur.** — **Les Chemins de Fer en France.** Carte des Chemins de Fer. — **Algérie.** Description géographique. Portraits de Cavaignac, Jusuf, Mustapha ben Ismaël; Passage dans un défilé; Tentés arabes; Vues de Mascara et de Mostaganem. — **Bulletin bibliographique.** — **Annonces.** — **Modes.** Amazon. — **Omnibus,** nouveau modèle, deux gravures. — **Rébus.**

Mouvement insurrectionnel à Haïti.

Haïti (en indien, terre montagneuse), appartient au groupe des Grandes-Antilles. Elle se trouve située entre Puerto-Rico, Cuba et la Jamaïque, par 17° 45' et 19° 58' de latitude septentrionale et 70° 45' et 76° 53' de longitude occidentale. Sa

superficie n'est que d'un sixième moins considérable que celle de Cuba, la plus grande des Antilles. Elle a 600 kilom. de long et 252 de large. La capitale de Haïti est le **Port-au-Prince**, ville située sur un terrain bas et marécageux, vers l'extrémité d'une vaste baie, dans la partie occidentale de l'île. On y compte 50,000 habitants.

L'histoire d'Haïti est si connue que nous nous bornerons à en résumer aussi brièvement que possible les principaux événements, afin de faire bien comprendre les causes de la révolution nouvelle qui vient d'éclater.

Le 5 décembre 1492, Christophe Colomb découvrit Haïti, qu'il nomma *Espanola*. Elle était alors habitée par les Caraïbes, peuple doux, bon, sobre et hospitalier. Mais bientôt les Espagnols forcèrent les indigènes à se révolter contre eux, les détruisirent et restèrent les seuls maîtres de cette île dépeuplée, qu'ils nommaient alors Saint-Domingue, du nom d'une ville qu'ils y avaient fondée; ils la repeuplèrent, au commencement du seizième siècle, avec des esclaves nègres arrachés au sol africain.

En 1650, des flibustiers formèrent un établissement sur la partie septentrionale d'Haïti, que les Espagnols avaient abandonnée. Chassés à diverses reprises, ils revinrent avec des forces nouvelles; la France les protégea, leur fit reconnaître sa suzeraineté et leur donna, en 1664, un gouverneur. Dès lors les créoles, abandonnés par leur métropole, furent obligés de céder une partie de l'île. En 1689, l'Espagne régularisa cette cession dans le traité de Ryswick. D'abord, la France envoya dans sa nouvelle colonie tous les individus dont elle désirait se débarrasser, Mais bientôt la traite des nègres s'établit d'une

manière régulière; la métropole encouragea, favorisa même cet infâme trafic, et, au moyen de ces nombreux travailleurs, Saint-Domingue marcha dans une voie de prospérité progressive. En 1789, on n'y comptait pas moins de 700,000 es-

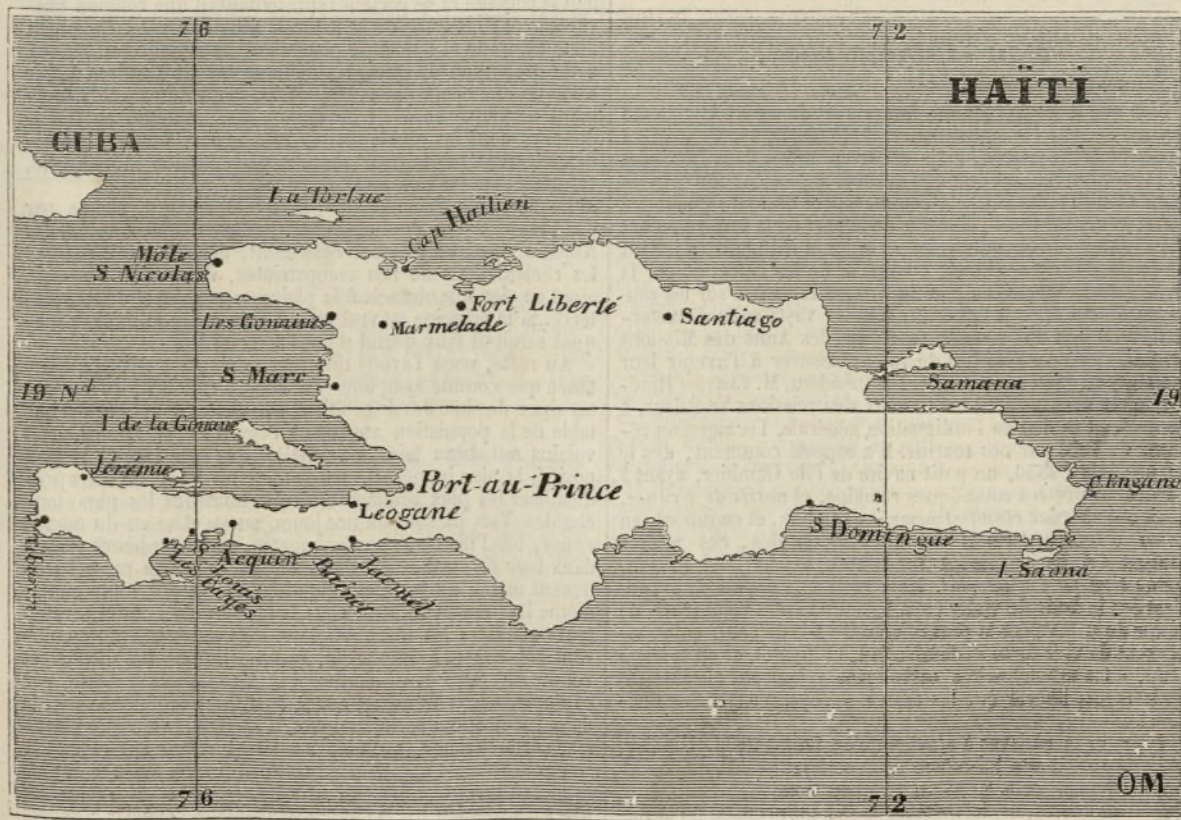


(Boyer, président de la république d'Haïti.)

claves, possédés par environ 28,000 mulâtres libres, et 40,000 blancs.

Cependant le temps approchait où les esclaves allaient recouvrer leur liberté et se venger de leurs oppresseurs. Quand la Révolution française éclata, le contre-coup s'en fit sentir aux Antilles. A cette époque, trois partis étaient en présence à Saint-Domingue : les grands propriétaires, qui voulaient l'indépendance de l'île; les petits blancs, qui cherchaient à renverser les privilèges des riches; les mulâtres, qui songeaient à s'affranchir de la tyrannie des uns et des autres. Les esclaves n'osaient pas même désirer leur affranchissement. Mais les querelles de leurs maîtres, les luttes des blancs et des mulâtres, leur firent concevoir enfin des espérances qui ne devaient pas tarder à se réaliser. Le 25 août 1791, ils se révoltèrent pour la première fois. Douze ans après, vainqueurs des Anglais, qui voulaient s'emparer de cette île, et des Français, qui faisaient les plus grands efforts pour la conserver, ils étaient presque les seuls maîtres de Saint-Domingue, à laquelle ils avaient donné son ancien nom d'Haïti.

Un moment ils faillirent retomber sous la domination fran-



222 Kilomètres ou 50 lieues de France

cause. Le brave Toussaint-Louverture, l'auteur principal de cette révolution, le libérateur, le chef, le père des noirs, victime d'une odieuse trahison, mourut, dans le Jura, au fort de Joux, où Napoléon l'avait fait enfermer. Mais ses généraux le vengèrent. Le 30 novembre 1805, les derniers débris de l'expédition française se virent obligés d'évacuer la ville du Cap, la seule place qui leur restât alors, et de se livrer à la merci des Anglais. Le 1^{er} janvier de l'année suivante, des généraux et des officiers de l'armée noire, réunis en convention, au nombre de quarante, prononcèrent l'acte d'indépendance d'Haïti, « en jurant à la postérité et à l'univers entier de renoncer à jamais à la France, et de mourir plutôt que de vivre sous sa domination. » A cette époque, la population totale de l'île était réduite à 400,000 habitants. En quatorze ans, la guerre avait dévoré 500,000 victimes.

Le 8 octobre 1804, Dessalines, le général en chef de l'armée victorieuse, le successeur de l'infortuné Toussaint-Louverture, fut proclamé empereur, sous le nom de Jacques I^{er}, et six mois après (28 mai 1805), une convention de généraux publia la constitution de l'empire d'Haïti (révisée depuis en 1816).

Dessalines exerça son autorité d'une manière arbitraire; aussi ne régna-t-il que deux années. Le 17 octobre 1809, il périt assassiné, et son rival Christophe lui succédait, avec le titre de chef du gouvernement d'Haïti. Sa puissance ne fut toutefois bien établie que dans le nord de l'île. Un mulâtre, nommé Pétion, commandant du Port-au-Prince, se refusa à reconnaître le nouveau titulaire, et, pendant cinq années, les deux compétiteurs se disputèrent l'autorité suprême sans parvenir à se vaincre. Enfin, de guerre lasse, ils mirent bas les armes. Christophe se couronna roi, sous le nom de Henri I^{er}; Pétion se fit nommer président, et ces deux souverains s'occupèrent dès lors à rétablir l'ordre et la prospérité, l'un, dans son royaume, l'autre, dans sa république.

A sa mort, le président Pétion eut pour successeur (en 1818) le général Jean-Pierre Boyer, mulâtre qui n'avait joué qu'un rôle secondaire dans la révolution; et, lorsque, en 1820, le roi Christophe se fit (âgé de 74 ans) sauter la cervelle, afin de ne pas tomber vivant entre les mains de ses soldats révoltés, Boyer resta seul possesseur du trône présidentiel. Deux années plus tard, un coup de main lui livra la partie de l'île qui appartenait encore aux Espagnols. A partir du 28 janvier 1822, l'étendard bleu et rouge de la république une et indivisible flotta sur l'île entière. Il n'exista plus à Haïti qu'un seul gouvernement et qu'une seule constitution. Enfin, en 1825, la France abandonna solennellement toutes ses prétentions à la souveraineté de son ancienne colonie, moyennant une indemnité de 150 millions de francs, payable en cinq termes égaux. Dès lors, Haïti entra au nombre des nations civilisées reconnues.

Le président Boyer règne donc depuis 1818 sur Haïti. Qu'a-t-il fait de cette île si fertile et si belle pendant ces vingt-cinq années? Pour connaître la triste vérité, il faut lire le second volume de l'ouvrage remarquable que vient de publier M. Victor Schœlcher (*Colonies étrangères et Haïti*). Ce courageux et infatigable abolitionniste a visité Haïti en 1841, et il en trace une peinture effrayante; il nous montre ses villes détruites, inhabitées, encombrées de matières corrompues; l'esprit public anéanti; la banqueroute imminente, les mœurs se corrompant de plus en plus... Et tous ces maux, M. Schœlcher les attribue au gouvernement du président Boyer. « Le gouvernement de Boyer, dit-il, est quelque chose de bien plus infâme qu'un gouvernement de violence et de compression. Il n'est pas arrivé au despotisme en brisant les membres du corps populaire, mais en l'affaiblissant; il ne tue pas, il énerve.

Si misérable, si souffrante, si avilie qu'elle fût, la nation haïtienne n'ignorait rien de son mal; elle aspirait à des temps meilleurs, et ne s'abandonnait pas dans sa détresse, comme l'ont dit les partisans de l'esclavage, à l'insouciance d'un sauvage hébété. L'opposition acquiesçait chaque année des forces nouvelles. En 1839, elle faillit renverser la faction régnante. Boyer, voyant qu'elle allait obtenir la majorité, s'adressa à l'armée, et chassa de la chambre les députés qui osaient lui être hostiles. Mais bien qu'il eût alors un succès complet, ce coup d'Etat devait plus tard amener une révolution. Les idées libérales firent de notables progrès, des journaux se fondèrent, qui défendirent avec énergie la constitution et les intérêts généraux. Les députés exclus en 1839 furent réélus à la presque unanimité en 1841; le peuple commença à ouvrir les yeux et aperçut avec terreur l'abîme où le poussait le président. Boyer employa une seconde fois la force. A l'ouverture de la session, la chambre des représentants, cédant aux influences de la peur et de la corruption, élimina, avant même d'être constituée, les députés que Boyer avait frappés d'ostracisme. Pour comble de malheur, le 7 mai, un affreux tremblement de terre détruisit presque entièrement la ville du Cap avec un tiers de ses 8,000 habitants, et comme si la nature n'avait pas fait assez de mal, un hideux pillage vint remuer les débris qui couvraient les morts et les mourants.

Enfin, le 26 février 1845, le bruit s'étant répandu que quatre patriotes allaient être exécutés, une insurrection éclata aux Cayes. Un rassemblement de six à huit mille individus se forma, et Boyer résolut d'employer la force pour le disperser. Le lendemain, tous les habitants prirent les armes et réclamèrent un gouvernement semblable à celui des États-Unis. En peu de jours, l'insurrection fit de grands progrès. Toute la partie du sud et de l'est de l'île tomba au pouvoir des insurgés, qui avaient pris pour chefs deux officiers de la Colombie. Les troupes envoyées contre eux se rangèrent de leur côté, et celles qui restèrent fidèles à Boyer furent battues dans deux rencontres et perdirent 500 hommes et deux généraux. D'après les dernières nouvelles reçues à Paris, les insurgés étaient au nombre de 12,000, et Boyer n'avait plus que 4,000 hommes au Port-au-Prince.

Une lettre datée du Port-au-Prince, le 5 mars 1845, et arrivée vendredi dernier à Liverpool, contient ce qui suit :

« La révolution n'est pas encore terminée; les insurgés du Midi marchent, dit-on, sur la ville. On s'attend tous les jours à une attaque. Toutes les affaires sont suspendues. On assure que les troupes du gouvernement passent à l'ennemi.

« Les insurgés se trouvent maintenant à Leogane (24 milles.) Ils ont annoncé qu'ils entreraient dimanche prochain, le 5 mars, au Port-au-Prince. »

Le 9 mars, au départ du brick *Fairfield*, l'armée insurrectionnelle était toujours campée à Leogane. Elle y attendait, pour marcher sur la capitale, l'arrivée d'un fort détachement qui venait de s'emparer des Cayes après un combat meurtrier. Boyer s'appretait à faire une vigoureuse résistance. Il construisait de nouvelles fortifications et creusait des fossés. Pendant plusieurs jours aucun habitant n'avait obtenu l'autorisation de quitter la ville, mais, l'avant-veille du départ du brick *Fairfield*, une proclamation permit aux femmes de s'embarquer ou de se retirer à la campagne. Les négociants étrangers avaient fait transporter leurs marchandises à bord des bâtiments en rade. Les Anglais seuls ne croyaient pas devoir prendre cette sage précaution. Ils se trouvaient, disaient-ils, suffisamment protégés par le pavillon britannique et par trois vaisseaux de guerre qui étaient alors dans le port.

Toutes les lettres particulières annoncent que la majorité des habitants du Port-au-Prince désire ardemment le succès des patriotes (ainsi s'appellent les insurgés). Le prochain paquebot apportera peut-être en Europe la nouvelle de la chute ou de la mort du président Boyer.

La *Columbia*, arrivée samedi de New-York à Liverpool, a apporté l'ordonnance et la proclamation suivantes, dont nous donnons seulement quelques fragments.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

Au nom du Peuple souverain. — Ordre du jour.

Charles Hérard aîné, chargé d'exécuter la volonté et les résolutions du peuple souverain;

Considérant que sous le gouvernement du tyran Boyer, les ports ont été fermés, ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les ports d'Aquin, d'Anse d'Hainault et de Miragouine sont ouverts au commerce étranger, à dater de la promulgation du présent ordre du jour.

ART. 2. La direction des nouvelles douanes et l'administration des finances seront confiées à un fonctionnaire qui prendra le titre d'administrateur particulier.

ART. 5. Les droits d'importation sont maintenus; mais le mode de perception est aboli jusqu'à la promulgation d'un nouveau règlement.

Fait au quartier-général d'Aquin, le 5 mars 1845, première année de la régénération d'Haïti.

HÉRARD aîné.

La proclamation est adressée au peuple et à l'armée. Elle commence en ces termes :

« Citoyens et soldats, une révolution sans exemple dans les annales du monde, une révolution morale dans ses effets vient de changer la face d'Haïti. La tranquillité ayant été rétablie, j'ai été choisi par le peuple pour faire exécuter ses ordres et lui faire rendre ses droits si longtemps foulés aux pieds et méconnus. J'ai arboré l'étendard national, etc., etc. »

Elle se termine ainsi : « Le sort du tyran est écrit par une main invisible sur les murs de son palais. Soldats, je me confie à votre zèle, suivez-moi dans cette carrière de patriotisme et de gloire, seconde mes efforts persévérants, et bientôt vous verrez d'illustres législateurs détruire le système qui vous a fait tant de mal, rendre une vie nouvelle au commerce et à l'agriculture, dissiper les ténèbres de l'ignorance, et fonder des institutions non plus sur le sable mouvant du rivage de la mer, mais sur un roc large et inébranlable. »

Taïti et l'Angleterre.

Bien que le gouvernement français ait donné à l'Angleterre l'assurance que les missionnaires de toutes les sectes seraient non-seulement tolérés, mais encore protégés dans l'archipel de la mer du Sud, et que ces avantages seraient impartialement étendus aux intérêts commerciaux de toute puissance amie, ces assurances, sincères de la part de la France, n'ont pas suffi à nos exigeants voisins, et leurs méthodistes jettent les hauts cris contre nous, comme si on les entravait par la force dans l'exercice de leur équivoque influence sur les sauvages de ces îles. A Londres, dans la vaste salle d'Exeter-Hall, a eu lieu une réunion (*meeting*) des Amis des Missions protestantes, dans le but de mieux assurer à l'avenir leur propagande dans ces parages. Le président, M. Charles Hindley, après avoir exposé les travaux des missions anglaises, a raconté, au milieu de l'indignation générale, l'occupation récente de Taïti par nos marins. Il a rappelé comment, dès le 21 novembre 1836, un petit navire de l'île Gambier, ayant à bord deux prêtres catholiques romains, et *natifs de France*, avait osé aborder clandestinement dans l'île, et comment, en vertu d'ordres formels des autorités locales, ces prêtres avaient été bénévolement reconduits à leur navire, *sans qu'on leur fit aucun mal*. Mais voilà que depuis la France s'est cru le droit de violer (nos lecteurs savent comment), de violer de la manière la plus criante les lois de Taïti, en y établissant de vive force sa domination, et bientôt, si on la laisse faire, « les missionnaires catholiques y jouiront absolument de la même liberté que les autres. » Voyez-vous l'abomination !

Nous nous plaisons à ajouter qu'en finissant, M. Hindley, indigné sans doute lui-même des vociférations de quelques-uns de ses collègues, a reconnu, un peu timidement peut-être, que l'Angleterre, conformément même au principe de la Réforme, l'indépendance de la raison, ne saurait nier absolument à la France le droit de prêcher à côté d'elle. Mais aus-

sitôt un membre plus zélé s'est élevé violemment contre cette assertion du président, soutenant que le catholicisme n'avait pas le droit de s'établir là pas plus qu'ailleurs, parce que le catholicisme est la plus affreuse superstition, la plus affreuse idolâtrie, le plus affreux blasphème et la plus affreuse tyrannie qui ait jamais épouvanté le monde. Puis le révérend docteur Vaughan a déploré avec passion que le beau jardin de l'Océan-Pacifique, qui, par les soins des missionnaires anglais, avait fini par devenir productif et florissant, fût en ce moment, hélas ! dévasté par les mains de l'étranger, et il a menacé le roi Louis-Philippe et M. Guizot, s'ils s'obstinent à garder Taïti, « de l'exécution de toute l'Angleterre et de toute l'Europe protestante. Il a rappelé, non sans quelque éloquence, que Cromwell avait prédit qu'un jour viendrait que le nom anglais serait redouté dans le monde entier à l'égal du nom romain, et il a déclaré sans hésiter que, bien que la guerre soit le plus grand fléau qui puisse affliger l'humanité, il est bien des cas où l'homme doit respecter le sabre et la baïonnette, le canon et le fusil. « On dira : de quoi se mêlent ces méthodistes, qui passent leur vie à chanter des psaumes ? Que l'on ne croie pas que nous ne savons que chanter des psaumes... Quant aux Français, s'ils continuent à se faire les apôtres du catholicisme, le résultat sera contre eux et retombera sur eux, et cette vaine philosophie dont ils se vantent ne sera plus qu'un objet de dérision. » Enfin le révérend docteur Alder a déclaré et veut qu'on signifie au monde entier que quiconque se soumettra, à Taïti, à l'autorité française, sera regardé comme un ennemi de la religion protestante. Et le *Morning Chronicle*, le journal de lord Palmerston, rivalisant de verve et de fureur avec les orateurs méthodistes, affirme, sans rire, qu'il n'y a pas dans toute l'histoire de croisade plus infâme, plus effrontée et plus bigote que notre expédition de Taïti, etc., etc.

En vérité, on ne saurait réfuter sérieusement toutes ces déclamations, et il serait peu digne de répondre à ces injures. Mais n'est-il pas étrange qu'après avoir été si longtemps damnée par tout le Midi catholique, comme le grand foyer de la philosophie et la source infernale de toute hérésie et de tout mal, la France soit maudite aujourd'hui par le Nord protestant, comme le centre d'une propagande catholique menaçante pour le reste du monde, et accusée de rêver *la Ligue*, de méditer *la Saint-Barthélemi*, de tendre à rétablir demain *l'Inquisition*, même à Taïti ! Que les méthodistes de Londres tâchent donc de s'entendre un peu avec les sacristains d'Espagne et d'Italie sur le compte de cette pauvre France.

En attendant, et à ne considérer la chose qu'à un point de vue humain, n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que les méthodistes s'alarment tant des prédications dans l'île de quelques prêtres *natifs de France*, comme ils disent. S'ils sont si sûrs de la supériorité de leur foi, devraient-ils tant se défier de la puissance de leur parole, et tant craindre, pour parler leur langage, « que l'éclat de leur soleil soit effacé sans retour par les ténèbres de notre nuit ? » Si leur enseignement et leur discipline étaient si doux aux sauvages, qu'ils nous disent donc pourquoi ces pauvres sauvages se sont ainsi mis d'eux-mêmes sous notre protection et ainsi précipités dans nos bras ? Quel est donc ce droit exclusif à la civilisation du monde que cette secte voudrait s'arroger désormais ? Mais dans cet archipel, elle n'a pas le droit de premier occupant ! La présence des catholiques dans ces îles n'est point une nouveauté, et il paraît qu'il y a existé une église romaine desservie par quatre prêtres. Il y a plus ; l'action des missionnaires anglais, quoiqu'ils puissent dire, n'avait pas même dans ces contrées lointaines, le prestige, sinon toujours la juste autorité, qui accompagne et sanctionne les entreprises d'une grande nation ; car, comme le remarque sensément le *Times*, cette action émanait surtout des sectes dissidentes de la Grande-Bretagne, tandis que les missionnaires catholiques romains, soit de Rome, soit de Paris, parlent le langage et se portent représentants d'une religion universelle et constituée de la façon la plus éclatante. Comment donc l'Europe et le monde pourraient-ils prendre au sérieux cette prétention de quelques méthodistes de Londres à une sorte de monopole théocratique ? et, d'un autre côté, comment admettre ce droit de domination politique en faveur du pays dont les missionnaires sont matériellement et accidentellement partis pour remplir une mission individuelle, et, dans tous les cas, toute spirituelle ?

La Nouvelle-Zélande aussi avait été d'abord visitée par des Français, qui s'y établirent. Quelques années après, des Anglais vinrent s'y établir également, et on ne voit pas que les réclamations de nos compatriotes, dans cette occasion, aient en rien mis obstacle à la pleine souveraineté de l'Angleterre. Si le principe est vrai quand il nous dépouille là, pourquoi serait-il faux quand il nous favorise ici ?

Au reste, nous l'avons dit, tout ceci n'a guère d'importance que comme symptôme de l'état du monde, et comme un signe de plus des dispositions constantes d'une portion notable de la population anglaise à l'égard de la France. Nos voisins ont beau faire, leur intérêt, et leur intérêt le plus positif, le plus immédiat, perce toujours à travers leurs prédications les plus exaltées et leurs homélies les plus touchantes. Tels ils sont de nos jours, au su et au vu du monde entier, tels l'histoire nous les montre, de bonne heure exaltés dans leur égoïsme et dans leur orgueil insulaire par cet isolement même du reste du monde, envisageant toute chose, même les choses saintes, sous le rapport de l'utilité, exploitant volontiers les idées religieuses du continent et les cultivant habilement à leur profit, comme ils ont fait depuis et voudraient faire la philanthropie. Au quinzième siècle, par exemple, déjà affranchie, quant à elle, de l'influence papale dans les élections ecclésiastiques, l'Angleterre n'osait-elle pas accuser la France, soumise au pape, d'être schismatique, sous ce prétexte que le pape résidait à Avignon n'était plus le chef catholique, indépendant et légitime de l'église romaine ? Elle sut se donner par là l'immense avantage d'appeler la guerre d'invasion qu'elle nous faisait une *croisade* ; mais, dès qu'il n'y eut plus de pape français, on ne voit pas que l'Angleterre se

soit jamais beaucoup inquiétée de réformer ni le pontificat, ni l'église.

Nous ne sommes pas de ceux qui jugent absolument de la grandeur d'un peuple par l'étendue de son territoire, et nous croyons que ceux-là se trompent grossièrement qui mesurent l'abaissement prétendu de notre pays au nombre et à l'immensité des possessions gagnées depuis un siècle, et la plupart sur nous, par les Anglais. Néanmoins, en voyant, au delà de la Manche, fermenter sourdement encore tant de haine contre nous, au moment même où, en France, l'esprit public, qui nous a élevés si longtemps au-dessus de tous les peuples du monde, semble languir, sinon s'affaiblir et s'éteindre, nous ne croyons pas inutile de jeter un coup d'œil sur le passé et de rappeler ce que nous avons perdu, depuis un siècle, de possessions coloniales.

Il y a un siècle, bien qu'affaibli par le traité d'Utrecht, la France possédait la suprématie comme puissance continentale et coloniale. Elle possédait presque toutes les Antilles; ses colonies d'Acadie, du Canada, de la Louisiane s'étendaient de jour en jour; indépendamment de Québec et de Montréal, de Mobile et de la Nouvelle-Orléans, de nouvelles villes se fondaient, des forts étaient construits sur le Mississippi, sur les lacs et les rivières du Canada. En Afrique, elle possédait le Sénégal et Gorée; elle colonisait Madagascar; les îles de France, Bourbon, Sainte-Marie, Rodrigue, lui appartenaient; enfin, elle dominait dans l'Inde, sous le commandement de Dumas, de La Bourdonnaye, de Dupleix; elle y acquérait de vastes territoires, et les rajahs étaient ses vassaux. A cette époque, l'Angleterre posait à peine le pied en Amérique, et dans l'Inde, elle ne possédait que le fort Williams, auprès de Kali-Katta (Calcutta), et Bombay.

De toutes ces anciennes possessions en Asie, en Afrique, en Amérique, on peut dire que la France a tout perdu, sauf des points insignifiants, sans importance, et depuis quelques années ravagés par tous les fléaux.

En revanche, et depuis 1740, l'Angleterre, ou si l'on veut la race anglaise, a augmenté ses possessions dans une proportion incroyable. Elle a gagné :

En Europe, Malte et le protectorat des îles Ioniennes, l'île d'Héligoland.

En Asie, la ville d'Aden, qui commande la mer Rouge; l'île de Ceylan, la grande presqu'île de l'Inde, soit en possession directe, soit en vassalité complète. Sans compter les possessions de la presqu'île au delà du Gange et les îles Singapour, Pinang, Sumatra, etc., etc., la Grande-Bretagne possède dans l'Indoustan 1,105,000 milles carrés de territoire, nourrissant cent vingt-trois millions d'habitants. Et la Chine, que devient-elle?

En Afrique : Bathurst, les îles de Loss, Sierra-Leone, de nombreux établissements sur la côte de Guinée, Fernando Pô, les îles de l'Ascension et Sainte-Hélène, la colonie du Cap, le Port-Natal, l'île-de-France (Maurice), Rodrigue, les Seychelles, Socotora, etc.

En Amérique : le Canada et tout le continent septentrional, jusqu'au mont Saint-Elie; à l'ouest, les Lucayes, presque toutes les Antilles, la Trinité, une partie de la Guyane, les Malouines, Balise, Ruattan, les Bermudes, etc.

Dans l'Océanie : la plus grande partie de l'Australie, la Tasmanie (terre de Van-Diemen), la Nouvelle-Zélande, Norfolk, Hawaï (les îles Sandwich), etc., etc.

Et dans toutes les parties du monde, des prétentions excessives qu'il serait infiniment trop long d'énumérer.

Et maintenant, parce que la reine de Taïti a mis spontanément sous la protection de notre pavillon les fleurs de son petit jardin, où les navires anglais seront encore libres de venir chercher des légumes et des bœufs qu'ils y ont importés, c'est nous qui menaçons l'indépendance du monde; c'est nous qui sommes à la veille de lui imposer par la force nos mœurs, nos lois, notre religion. Et c'est l'Angleterre qui se plaint!

En présence de pareils faits, comment y a-t-il en France un seul homme qui hésite sur la question de la colonisation de l'Algérie, et pourquoi faut-il que la France soit à peine représentée à cette heure en Asie, au milieu des grands événements qui se préparent là et particulièrement dans le céleste empire de la Chine?

Courrier de Paris.

LE CIGARE. — FRATERNITÉ. — LE ROCHER DE CANCALE. — UN TURBOT DANS L'EMBARRAS. — LE CHANGEMENT DE DYNASTIE. — PAUL I^{er}. — LE SAVANT PRÉCEPTEUR. — LE BAL REPRÉSENTATIF. — ARMISTICE DANSANT. — LES MORTS MILLIONNAIRES. — PETITS ENFANTS.

On n'y prend pas garde; mais il avance, mais il se propage, mais de jour en jour il étend sa conquête. Comment y mettre obstacle? Par où le fuir? Les plus rebelles sont obligés de subir sa tyrannie; les plus agiles ne peuvent l'éviter. Il est partout, il entre partout, il vous saisit à l'improviste, il vous attaque au moment où vous y pensez le moins. Le matin et le soir, le jour et la nuit, le démon continue sa poursuite. Flânez-vous à la grâce de Dieu, sur l'asphalte des boulevards? Le voilà qui vous arrête au passage et vous saute à la gorge; entrez-vous dans les rues? il vous attend à chaque porte et s'embusque à l'angle des maisons. Vous abritez-vous dans votre demeure, comme dans une citadelle? il court à travers l'escalier et pénètre chez vous par la fenêtre entr'ouverte ou par le trou des serrures. — De quoi s'agit-il? d'où vient cet ennemi si audacieux, si entreprenant, si inévitable, si subtil? Comment le reconnaître? Quel est son visage et quel est son nom? — Sa patrie se trouve par delà les mers; il est parti du Nouveau-Monde pour conquérir l'Ancien. Quant à son air et

à sa tournure, on ne soupçonnerait jamais qu'un personnage si léger, si fragile, fût capable de telles entreprises et d'une telle domination. Figurez-vous que ce terrible conquérant se laisse très-paisiblement mettre dans la poche et enfermer dans un étui; puis vous le prenez, sans plus de façon, entre vos deux doigts, et vous le portez à votre bouche, et vous le pressez sur vos lèvres et entre vos dents; lui cependant de se laisser faire. On n'a jamais vu de tyran, en apparence plus humain et plus docile. Mais c'est précisément quand il paraît si humble et si soumis, qu'il se montre tout à coup et sème dans l'air les preuves de son audacieux caractère. Voyez comme il se trahit lui-même. Ce n'est plus l'innocent de tout à l'heure. Il s'échauffe, il prend flamme, et une fois qu'il est en feu, tout est dit, il ne respecte plus rien. — Une jolie femme rose et blanche, fine et effarouchée, vient-elle à passer près de lui d'un pied furtif, l'insolent se jette sous son nez. — Un honnête bourgeois ouvre-t-il la bouche pour respirer l'air frais du matin, le bourreau lui court sus, et va tout droit se loger dans son gosier, au risque de lui faire perdre haleine. Que vous dirai-je? il apostrophe les plus délicates et les plus timides, en véritable dragon. Encore, s'il avait des formes visibles et palpables, on le verrait venir de loin, et peut-être pourrait-on l'éviter. Mais, comme certains dieux de la mythologie, il s'enveloppe d'un nuage imperceptible ou se fait vapeur légère, pour mieux surprendre son monde. Voulez-vous fuir? il n'est plus temps; le nuage vous environne, la vapeur traîtresse vous inonde.

Son berceau est à la Havane; c'est là qu'il est né d'une très-noble et très-excellente race. Il s'est mésallié depuis, chemin faisant, comme cela arrive à toutes les grandes maisons; et quelquefois il se souvient encore de sa haute origine; mais le plus souvent il a le mauvais goût des espèces corrompues et abâtardies. — Vous demandez le lieu de son domicile? — Il a son quartier-général dans un endroit appelé *la Régie*, et ça et là, par toute la ville, des succursales que vous reconnaîtrez aisément au signallement que voici : Une veilleuse, un paquet d'allumettes, des pipes en sautoir; ce sont là ses parchemins et ses armes. — Vous tenez à savoir sa qualité et son titre? — Son nom plébéien est tabac, son nom de gentilhomme cigare.

On ne s'imaginerait pas à quel point le tabac et le cigare ont étendu leur empire, seulement depuis un an. C'est un trait caractéristique des révolutions du goût parisien, qu'il est impossible de ne pas signaler. De toutes parts, on ouvre au dieu cigare des temples enfumés; il envahit les quartiers les plus prudes, qui le repoussaient autrefois comme un serpent et un pestiféré. Il installe ses entrepôts dans la rue de la Paix et au cœur de la Chaussée-d'Antin. J'avais autour de moi une marchande de fleurs et, un peu plus loin, une magnifique librairie; les fleurs et les livres viennent de céder la place à deux bureaux de tabac. Le bureau de tabac fait des progrès inouïs. Bientôt Paris ne sera plus qu'un estaminet. Le cigare règne aux deux points opposés : ici, il est peuple et s'appelle pipe et non cigare; là, il a sa calèche et ses gens. A l'examiner du salon et du boudoir, comme marque de galanterie et de mœurs parfumées, le cigare aurait grand-peine à se défendre; mais il peut se faire valoir comme moyen de fusion et comme agent de fraternité. Le cigare rapproche les rangs, efface les distances; il y a un moment où personne n'est plus ni pauvre, ni riche, ni ouvrier, ni maître, c'est le moment où le cigare a besoin de feu pour s'allumer. A cette heure suprême, le cigare ôte très-poliment son chapeau et aborde la pipe lui dit : « Voulez-vous me permettre? » La pipe, portant la main à sa casquette, réplique : « Volontiers! — Merci, pipe! — N'y a pas de quoi, cigare! » La pipe salue le cigare, le cigare salue la pipe, et tous deux se quittent avec un sentiment d'estime et de satisfaction réciproque. — D'ailleurs, le cigare abrège les heures; il occupe, il distrait, il console, il chasse la triste réalité et éveille les rêves. La matière s'idéalise à travers sa blanche vapeur; la pensée court et voltige avec les nuages légers qu'elle pousse devant vous. Passons donc le cigare au riche et la pipe au pauvre. Tous deux n'ont-ils pas à oublier et à rêver?... Cependant, ô Athènes, que dirait Platon s'il savait que tu as introduit le tabac dans la république?

Il y a vingt ans, la nouvelle aurait jeté la désolation dans le temple de Comus; Érigone se serait trouvée mal et Bacchus en aurait fait une maladie; Piiis, à l'heure qu'il est, arroserait de larmes sa muse grivoise; Désaugiers mettrait un crêpe de deuil aux cordes de son luth bachique; le champagne, pour un jour, suspendrait le jet de sa liqueur fumante; la poularde truffée n'acheverait pas son tour de broche, et Vatel oublierait de s'armer en cuisine et d'allumer ses fourneaux. — On annonce la chute du Rocher-de-Cancalle! — Ce bruit s'est répandu l'autre jour; personne ne voulait y croire; mais le désastre est réel et s'est confirmé. C'est une véritable catastrophe pour Epicure; le Rocher-de-Cancalle était son laboratoire le plus renommé. Nul ne pouvait lui disputer la palme de la cloyère d'huitres, du potage en tortue, du filet aux truffes, du plum pudding à la chipolata et du buisson d'écrevisses. On venait de loin, à travers cette rue Montorgueil sombre et boueuse, on venait de toutes parts pour goûter à ses coulis et à ses suprêmes. La province arrivait à Paris désirait surtout deux choses : voir l'Opéra et dîner au Rocher-de-Cancalle. Depuis que les grands restaurateurs sont tombés avec tant d'autres grandeurs, le Rocher de Cancalle restait seul debout; il dominait encore, dernier obélisque, cet empire culinaire, jadis peuplé par des géants (les Provençaux et Véry), et aujourd'hui livré aux mirmidons.

Non, il n'est pas possible que le Rocher-de-Cancalle périsse! Le turbot à la sauce aux huitres ne peut rester sans asile! Que deviendra-t-il, si le Rocher-de-Cancalle lui manque? Faudra-t-il qu'il s'en aille tristement frapper à la porte des empoisonneurs et des gargotes? Le véritable turbot à la sauce aux huitres sait trop ce qu'il se doit à lui-même pour s'abaisser jusque-là; et, plutôt que de déchoir à ce point, il irait se rejeter dans le sein de sa vieille mère, Amphitrite,

qu'il n'avait certes pas quittée pour de si médiocres destins. Espérons-le! ce n'est qu'une bourrasque qui a soufflé sur le fameux Rocher; la bourrasque passée, Cancalle renaitra de sa ruine : un pilote fait naufrage, un autre s'élance à bord et navigue fièrement. Il est des institutions qui ne sauraient mourir; les huitres du Rocher-de-Cancalle sont de celles-là. Que l'ombre de Désaugiers se tranquillise!

Le Gymnase vient aussi de subir une révolution, mais d'un genre moins tragique; il ne s'écroule pas, il ne fait que changer d'autocrate. Après vingt ans de règne mêlé de prose et de couplets, M. Delestre-Poirson abdique; il résigne le pouvoir, emportant avec lui toutes les consolations nécessaires pour ne pas le regretter, et entre autres baumes salutaires et efficaces, une magnifique fortune, dit-on. M. Delestre-Poirson n'a pas gouverné sans bonheur et sans éclat; le soleil levant de M. Scribe a illuminé les premières années de son autorité. Pendant longtemps le Gymnase cueillit la plus riante et la plus jeune moisson de ce charmant esprit, se tressant des couronnes de vaudevilles parfumés et de fines comédies. Quel âge d'or pour le Gymnase! Que de caprices délicieux! que de délicates fantaisies! que de petits chefs-d'œuvre! Il y a plus de quinze ans de cela, eh bien! en passant sur le boulevard Bonne-Nouvelle, il semble qu'on respire encore le parfum du frais bouquet de M. Scribe. Depuis ce temps, le fécond auteur est devenu académicien, et M. Poirson se retire dans la solitude de ses cent mille livres de rente. Ainsi chacun finit par s'asseoir dans son fauteuil. Mais qui sait? Peut-être, du haut de l'Académie, M. Scribe jette-t-il de temps en temps un sourire de regret à cette riante prairie du Gymnase, aujourd'hui un peu aride et desséchée, autrefois émaillée des fleurs gracieuses de son imagination. Quant à M. Delestre-Poirson, s'il reçoit dans sa retraite la visite de tous les aimables colonels, de toutes les veuves ravissantes qui se sont attaquées, sous son administration, et mariées au couplet final, il ne manquera pas de compagnie.

Le gouvernement du Gymnase ne se transmet pas du père au fils, par droit de progéniture. L'empire des Poirson finit dans son chef, et le successeur de M. Delestre-Poirson finit même au pouvoir par un sentier collatéral. C'est donc un changement total de dynastie. L'héritier s'appelle Paul. Après Poirson I^{er}, nous aurons Paul I^{er}. Qu'on ne s'avise pas de demander : Qu'est-ce que M. Paul? On commettrait une grande bévue et une énorme ingratitude. Quoi donc! ne vous souvient-il plus de Paul? Paul n'aurait-il chanté tant de couplets galants, n'aurait-il charmé tant de pupilles, n'aurait-il trompé tant de tuteurs, n'aurait-il emporté d'assaut tant de cœurs de veuves, que pour faire dire : Qu'est-ce que Paul? Eh! mon Dieu oui, Paul est l'amoureux du Gymnase, l'amoureux si cher à la Restauration et si applaudi de madame la duchesse de Berri; l'amoureux de Mademoiselle Déjazet, de madame Allan, de madame Volnys; le madame Sujet qui a joué de si malins tours et fait de si belles peurs à sa grand-maman, mademoiselle Julienne. Que voulez-vous? d'amoureux, de séducteur, de jeune-premier qu'il était, Paul est devenu père-noble, et ne pouvant plaire davantage aux veuves et aux pupilles du Gymnase, il s'en est fait le directeur.

Le gouvernement représentatif se prépare à se mettre en danse. M. le président de la Chambre des Députés a promis un bal pour la semaine prochaine; M. Sauzet fera les choses magnifiquement : la liste des invitations s'élève jusqu'à plus de trois mille personnes; on espère que le chiffre s'élargira encore. Toutes les opinions et tous les systèmes se meurent d'envie de figurer chez M. Sauzet. Devant la danse, il n'y a plus de haine politique, et les partis les plus acharnés sont tous prêts à valser ensemble. Les fiers Brutus se laissent entraîner au galop; la vertu d'Aristide lui-même descend du haut de sa montagne, pour faire un avant-deux. Le bal de M. Sauzet offrira donc les plus curieuses contredanses : l'extrême gauche balancera avec le centre; la droite exécutera un chassé-croisé avec le tiers-parti; le 1^{er} avril, le 12 mai, le 1^{er} mars et le 20 octobre se proposent de régler entre eux une partie carrée; puis la question d'Orient avec la loi sur les sucres, les chemins de fer avec le droit de visite, le recrutement avec le budget. Pour cette dernière contredanse on n'est pas sans inquiétude; l'architecte ne répond pas de la solidité de la salle. — M. Sauzet ne sait d'ailleurs s'il doit inviter la seconde liste du jury, et y adjoindre les capacités.

M. le comte de M^{***} a fait venir à grands frais un précepteur pour achever l'éducation de M. son fils; un des amis du comte lui avait recommandé notre Fénelon comme un phénix sans égal, comme un véritable puits de science. « Monsieur, dit le précepteur, abordant très-humblement le père de son futur nourrisson; monsieur, ayez la bonté de m'apprendre ce que vous voulez que j'enseigne à monsieur votre fils? — Monsieur le précepteur, répliqua celui-ci sans plus d'explication, allez à l'école. »

La Mort ne respecte rien; elle frappe à la porte du pauvre et entre dans les palais sans demander le cordon. Il y a longtemps qu'Horace l'a dit, un peu plus poétiquement que moi, et d'autres l'avaient dit avant Horace; car ce sont là des tours que la Mort n'a pas inventés d'hier, et dont le premier poète et le premier philosophe s'est aperçu dès avant le déluge. — La Mort donc, sortant peut-être de quelque triste mesure, s'est abattue, il y a quelques heures, dans un magnifique hôtel, où elle a trouvé — qui? — un des hommes les plus riches de ce temps-ci et des plus fameux par l'éclat de leur luxe. La Mort n'a été arrêtée ni par les valets galonnés qui veillaient à la porte, ni par les palissades de soie, de velours, d'or et de diamants; et, passant à travers cette richesse, d'un pied rapide, elle a enlevé M. Schichler. M. Schichler avait de huit à neuf cent mille livres de rente. Il est mort comme M. Aguado, sur un lit de millions.

Cependant les Tuileries verdoient et sont en fleurs, et les petits enfants s'ébattaient au soleil avec insouciance, se roulant sur le sable, égayant l'air de leurs cris joyeux, ou venant se jeter avec un gai sourire dans les bras de la mère attentive qui les provoque de loin, ou les guette et les surprend au passage.

LES

Danseurs espagnols

Entendez-vous le bruit de la castagnette? C'est la danse espagnole qui nous revient : la danse espagnole, vive, animée, souple et ardente, sous les traits de M. Campruri et de madame Dolorès. Ici nos deux charmants danseurs exécutent la *rondola*. La *rondola* est une des danses les plus poétiques et les plus animées de l'Espagne; elle commence sous le balcon, au bruit de la guitare, et finit au babil de la castagnette. Regardez cette taille charmante, voyez ces bras qui se cherchent, ces têtes qui se penchent l'une vers l'autre, et mêlent leurs regards et leurs sourires; ce pied qui provoque le pied. Quelle grâce et quelle force en même temps dans ces mouvements du danseur et de la danseuse, et que notre contredanse, froide et compassée, est loin de cette adorable *rondola*! Que nos petites-maitresses auraient grand besoin d'aller animer au soleil de l'Andalousie leur danse minaudière et sans vie! Dolorès et Campruri avaient déjà fait résonner à Paris le vif accent de leurs castagnettes; on se souvient de leurs succès. Cette fois, c'est le théâtre des Variétés qui a donné asile à la *rondola*, au milieu des braves.



(Les Danseurs espagnols.)

Tribunaux.

COUR D'ASSISES DU BRABANT. — PROCÈS SIREY.

La cour d'assises du Brabant vient de prononcer son arrêt dans la déplorable affaire qui appelait devant un tribunal étranger M. Caumartin, avocat, membre du barreau de Paris, sous la prévention d'homicide volontaire commis à Bruxelles sur la personne de M. Aimé Sirey, dans l'appartement de mademoiselle Catinka Heinefetter. M. Caumartin a été acquitté.

Nous n'avons pas le désir de reproduire ici les détails de ce procès scandaleux; il y a là cependant un enseignement grave qu'il importe au moins de constater.

On se rappelle les faits.

Une jeune femme, cantatrice assez estimée, avait accueilli à Paris les soins assidus de M. Caumartin, qui avait conçu pour elle une passion violente. Mademoiselle Heinefetter quitte Paris, se rend à Bruxelles, d'où elle écrit des lettres pleines de tendresse à M. Caumartin, pendant qu'elle accepte les soins et l'amour de M. Sirey, homme marié, père de famille. M. Caumartin va rejoindre à Bruxelles mademoiselle Heinefetter; il arrive chez elle au moment où, sortant du concert, mademoiselle Heinefetter allait se mettre à table avec M. Sirey et plusieurs amis. Une querelle violente, grossière, brutale, s'engage entre les deux rivaux; des soufflets, des coups de canne, sont de part et d'autre donnés et reçus. M. Caumartin, porteur d'une canne à dard, s'en arme pour sa défense, et en se précipitant contre son adversaire, M. Sirey s'enferme lui-même et meurt instantanément.

Il est sans doute plus consolant de croire, ainsi que l'a jugé la cour d'assises du Brabant, que cet homicide a été involontaire; que, suivant l'expression du défenseur de M. Caumartin, il n'y a pas eu de meurtrier dans cette affaire, et que « Dieu seul a porté le coup; » mais puisque l'on a invoqué le nom de Dieu, ne serait-ce pas aussi qu'il a voulu donner une grande leçon à notre jeune génération et lui rappeler les devoirs que l'état actuel de nos institutions lui impose?

Nos deux Révolutions ont placé la bourgeoisie française à la tête du grand mouvement social dont la France est le centre; les classes ouvrières, traitées en mineures, sont jusqu'à ce jour exclues de toute participation aux droits politiques, aux affaires publiques. Nous ne critiquons pas ici cet état de choses, nous le constatons et nous demandons si c'est ainsi que les jeunes hommes éclairés, les héritiers de grandes fortunes, comprennent les devoirs de leur position? Nous demandons si c'est avec de si scandaleux exemples que la

bourgeoisie peut prétendre à diriger et à moraliser les classes laborieuses et pauvres de la société.

Et qu'on ne nous accuse pas de généraliser un fait isolé. Ce n'est pas seulement la mort de M. Sirey et le procès de M. Caumartin qui nous préoccupent ici; mais les tendances générales se manifestent toujours par des faits de ce genre. Depuis le fameux procès Gisquet, combien de fois la classe bourgeoise est-elle venue déposer publiquement en face de nos tribunaux des petites passions et de l'égoïsme qui la dé-

considèrent aux yeux du peuple et rendent son influence nulle ou pernicieuse!

Vous vous êtes posés en chefs politiques, vous exercez le pouvoir, vous êtes la noblesse nouvelle; mais avez-vous oublié l'existence de notre vieille aristocratie féodale, *Noblesse oblige*? Et si vous ne tenez pas compte de vos obligations, de vos devoirs, de quel droit pourriez-vous exiger que les classes laborieuses tiennent compte de ceux auxquels vous les soumettez? Ce n'est pas avec des intrigues de coulisses, avec des tripotages de bourse, que la bourgeoisie attirera à elle l'estime publique, la considération et le respect de tous. Quand la noblesse de l'ancien régime se dégradait dans les orgies et dans les scandales de la Régence, son heure n'était pas éloignée; et loin du tumulte et des débauches de la cour, les pères de nos bourgeois actuels, pleins de mépris pour cette noblesse dégénérée, se préparaient à la grande œuvre de 1789.

Ce n'est pas comme une menace, c'est au nom des sentiments pacifiques qui sont aujourd'hui dans les plus nobles cœurs, que nous évoquons ce souvenir. Le temps des révolutions politiques est passé, nous l'espérons; la sagesse du peuple en fait foi; mais c'est à la condition que ceux qui exercent le pouvoir seront meilleurs, plus forts et plus moraux que les autres. C'est donc un devoir pour la presse de rappeler à la véritable intelligence de sa mission, de ses propres intérêts, cette bourgeoisie si fière de son pouvoir, de ses lumières et de ses richesses; mais qui jusqu'ici, dans l'exercice de la direction suprême qu'elle exerce sur les destinées du pays, n'a su s'environner d'aucun prestige de générosité et de grandeur.

C'est surtout dans ce sens que les détails si pénibles du procès qui vient de se dénouer devant la cour d'assises du Brabant ont produit en France une impression fâcheuse. Il peut être à craindre qu'aux yeux du peuple, ce n'ait été la jeunesse bourgeoise tout entière qui posait sur la sellette d'un tribunal étranger et se flétrissait au contact de femmes perdues. Et pourquoi non? Ne disait-on point qu'il y avait solidarité entre tous les ouvriers de nos villes industrielles, alors que l'insurrection de quelques-uns y mettait l'ordre public en péril? Que nos jeunes bourgeois y songent, eux qui ont tous les avantages de notre état social; s'ils veulent être un corps politique, s'ils veulent gouverner et administrer la société, il faut qu'ils pensent à conserver autre chose que leur fortune, leurs honneurs, leurs droits personnels; il faut surtout qu'ils usent noblement, généreusement de leurs avantages; il faut qu'au lieu de se donner en spectacle à la classe ouvrière et de s'attirer son mépris ou sa haine, ils se rapprochent d'elle, et préparent par de sages mesures son émancipation.

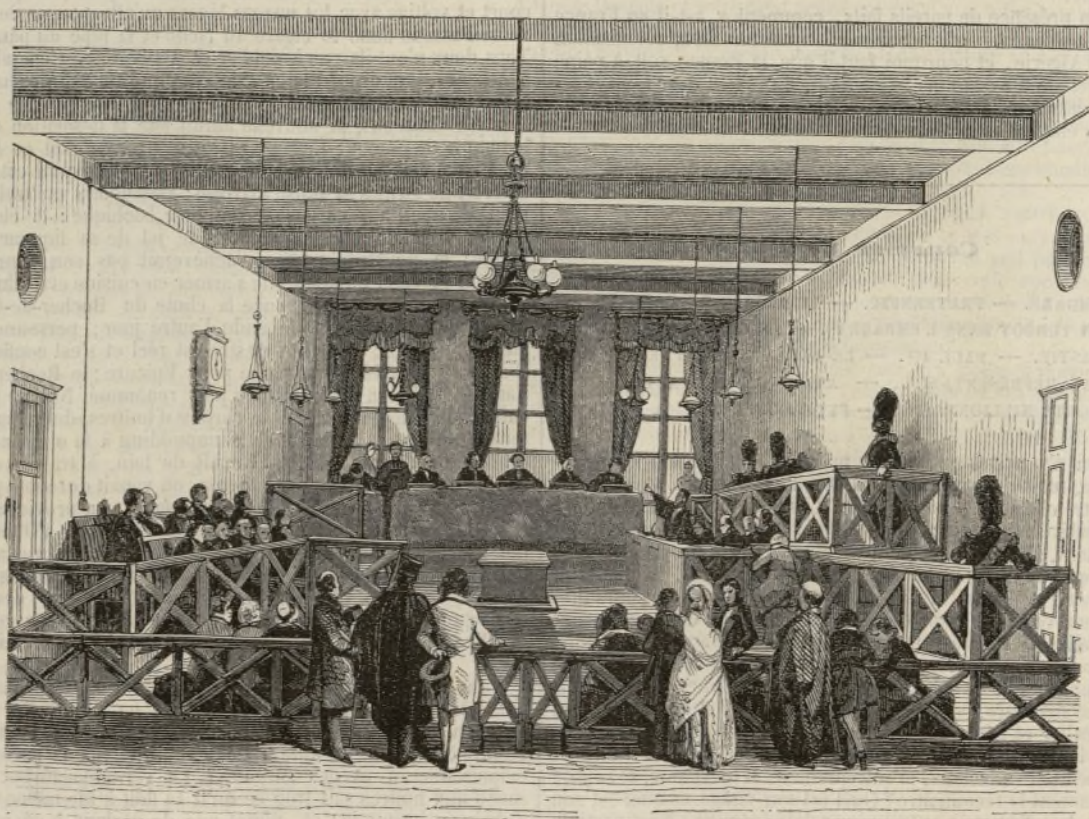
« Les paroles me manquent, a dit M. d'Anethan, avocat-général près la cour d'assises du Brabant, les paroles me manquent pour flétrir de pareilles infamies; mais l'accusé a sa part d'immoralité dans toutes ces scènes qui offensent la pudeur et soulèvent un sentiment de dégoût. »

Puisse ce juste reproche d'un magistrat étranger être profitable aux jeunes héritiers de notre bourgeoisie!

M. CHAIX-D'EST-ANGE.

Si le procès Sirey n'a point fait honneur à nos mœurs, il a été l'occasion d'un nouveau triomphe pour notre barreau.

L'éloquente et chaleureuse plaidoirie de M. Chaix-d'Est-ANGE n'a pas peu contribué à l'acquiescement de M. Caumartin. Nous croyons être agréables à nos lecteurs en ajoutant



(Vue de la Cour d'assises du Brabant, à Bruxelles.)

aux réflexions qui précèdent le portrait et la biographie de l'honorable bâtonnier du barreau de Paris.

M. Chaix-d'Est-Ange, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour Royale de Paris, est né à Reims le 11 avril 1800. Sa réputation a devancé les années; et, par ses habitudes, la nature de son talent, la vivacité de son esprit, il est le représentant fidèle du barreau tel que nous le voyons actuellement.

Orphelin à dix-neuf ans, ayant six cents francs pour tout patrimoine, M. Chaix-d'Est-Ange allait trouver dans son diplôme de licencié en droit, ce parchemin le plus souvent si stérile, le principe de sa fortune. Un an après il débutait à la Cour des Pairs, et portait la parole avec succès dans l'affaire des événements de juin 1820, dans celle de la conspiration du 19 août de la même année, et dans le procès de La Rochelle. La bienveillance des nobles pairs l'accueillit et sut l'encourager. M. de Sémonville, en le prenant, à son esprit caustique, pour quelqu'un de sa famille, lui offrit son assistance. Le jeune avocat n'en fit pas usage et garda cependant la plus vive reconnaissance pour les procédés dont il était l'objet.

Au palais, M. Chaix-d'Est-Ange n'a pas connu les ennuis et les préoccupations des débuts. Il passait pour ainsi dire général sans avoir été soldat. L'esprit du temps lui était, il faut en convenir, très-favorable. La Restauration portait bonheur à ses ennemis : les banquiers s'enrichissaient en la poursuivant de l'opposition de leurs écus; les gens de lettres se faisaient un renom d'esprit en l'attaquant dans leurs pamphlets, les avocats gagnaient leurs éperons et s'improvisaient des *Gerbiers* en dirigeant contre elle les attaques de leurs plaidoyers. Dans le procès de M. Cauchois-Lemaire, M. Chaix-d'Est-Ange sut exposer les doctrines encore nouvelles du gouvernement constitutionnel; dans le procès de M. Pouillet, il traita une des plus graves questions de propriété littéraire, l'étendue du droit des professeurs sur leurs leçons orales.

Après 1830, et au moment où le barreau perd, au profit ou au détriment de la politique, MM. Dupin aîné, Barthe, Persil et autres, M. Chaix-d'Est-Ange se trouve placé en première ligne, et son talent ne fait jamais défaut à sa position. Il suffit de rappeler les affaires du *Roi s'amuse*, *Benoît* et *Larocnière*. Dans l'affaire du ministre de l'Intérieur contre M. Victor Hugo, à

l'occasion de la pièce du *Roi s'amuse*, l'avocat fut exposé à un véritable danger. Le parterre romantique du Théâtre-Français



(M. Chaix-d'Est-Ange, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris.)

s'était installé dans l'enceinte du tribunal du Commerce avec mission, non plus d'applaudir, mais d'interrompre. La tâche de M. Chaix-d'Est-Ange était difficile. Il lui fallait plus que du ta-

lent; il lui fallait du courage et de la présence d'esprit. Il s'agissait en effet de persiffler le dieu à la barbe de ses adorateurs. A quelques interruptions près, les *hugotistes* voulurent bien ne pas faire un mauvais parti à leur adversaire, et lui permirent de plaider sa cause. La morale publique, essentiellement engagée dans le procès, eut raison, et l'auteur dut désormais se borner à violer les règles du bon goût, qui ne mènent pas devant la juridiction consulaire.

Dans l'affaire Larocnière, M. Chaix-d'Est-Ange résiste seul à la dialectique pressante de M. Odilon-Barrot et aux accents pleins d'émotion de M. Berryer. Son client est cependant condamné, et le procès est perdu, mais non éclairci. Dans l'affaire Benoît, M. Chaix-d'Est-Ange obtient un triomphe inouï dans les fastes judiciaires. Comme avocat de la partie civile, il arrache à un misérable parricide l'aveu de son crime. Vaincu par la parole accusatrice de l'avocat, qui renouvelle pour lui les tortures de la question, le coupable confesse, au milieu du bruit, du tonnerre et des éclairs qui sillonnent la cour d'assises, le crime qui a failli mener un innocent à l'échafaud. Le Palais garde souvenir d'un grand nombre d'autres affaires, telles que les affaires Ardisson, Feuchères, du procès tout récent du Gymnase-Dramatique contre la société des gens de lettres, qui furent plaidées par M. Chaix-d'Est-Ange avec un grand éclat. Il est aussi l'avocat nécessaire des séparations de corps.

Une pensée préoccupe les amis de M. Chaix-d'Est-Ange : dans la voie qu'il s'est tracée, il n'a plus rien à acquérir. Ce que l'esprit peut inspirer de plus vif, l'imagination de plus imprévu et de plus éclatant, l'ironie de plus acerbe et de plus incisif, le pathétique de plus puissant, M. Chaix-d'Est-Ange l'a rencontré. Il lui resterait peut-être, pour se montrer sous une autre face, à entrer hardiment dans une voie plus grave, où la méditation, où l'étude attentive, viendraient tempérer la fougue et l'imprévu de ses inspirations. Il a en lui la puissance de cette transformation, voudra-t-il l'accomplir?

M. Chaix-d'Est-Ange a longtemps fait partie de la Chambre des Députés. Un des premiers il usa du bénéfice des nouvelles lois d'éligibilité, et la ville de Reims, alors qu'il n'avait que trente ans, lui donnait la mission de la représenter. Les Rémois ont depuis remplacé l'avocat par un chimiste.

Mariage de la princesse Clémentine.



(Mariage civil de la princesse Clémentine d'Orléans et du prince de Saxe-Cobourg-Gotha.)

Le mariage de la princesse Clémentine d'Orléans avec le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha a été célébré dans la soirée de jeudi dernier, 20 avril, au palais de Saint-Cloud, dans la grande galerie attenante à la chapelle.

Les ministres secrétaires d'État, les maréchaux de France, le chancelier, le président, les vice-présidents et secrétaires de la Chambre des Pairs; le président, les vice-présidents et secrétaires de la Chambre des Députés; les officiers de la

maison du Roi et des Princes; les dames de la Reine et des Princesses, s'étaient réunis, vers huit heures, dans les salons du Roi.

La galerie d'Apollon avait été disposée pour le mariage civil, que notre gravure représente, et on s'y rendit, à neuf heures, dans l'ordre suivant :

Le Roi donnait le bras à madame la princesse Clémentine, la Reine était conduite par S. A. S. le prince Auguste.

Venaient ensuite le roi des Belges, la reine douairière d'Espagne, le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg, père du fiancé, et la reine des Belges; le duc et madame la duchesse de Nemours, M. le duc de Montpensier et madame la princesse Adélaïde, le duc Alexandre de Wurtemberg et la princesse héréditaire de Saxe-Cobourg-Gotha, le prince héréditaire et le prince Léopold de Saxe-Cobourg.

Le prince de Joinville et le duc d'Aumale, absents pour

le service du Roi, manquaient à cette cérémonie. On remarquait également l'absence de madame la duchesse d'Orléans, qui, depuis le commencement de son deuil, persiste à se tenir renfermée, avec ses deux fils, dans ses appartements des Tuileries.

Les témoins étaient :

Pour S. A. S. le prince Auguste, M. le baron de Kœnneritz, ministre plénipotentiaire du roi de Saxe, et M. le marquis de Rumigny, ambassadeur du roi à la cour de Belgique ;

Pour S. A. R. madame la princesse Clémentine, M. le baron Séguier, premier vice-président de la Chambre des Pairs ; M. Sauzet, président de la Chambre des Députés ; M. le maréchal comte Gérard et M. le maréchal comte Sébastiani.

La famille royale et les témoins se rangèrent, dans la galerie, autour d'une table circulaire sur laquelle avaient été déposés les registres de l'état-civil. Les deux fiancés étaient au milieu ; à la droite de la princesse Clémentine, le roi Louis-Philippe, la Reine, la duchesse de Nemours et la reine des Belges ; à gauche du prince Auguste, le duc Ferdinand, son père, le roi des Belges, M. le duc de Nemours, le prince héréditaire et le plus jeune des princes de Saxe-Cobourg ; des deux côtés, et formant le cercle, les princes, les princesses, puis les témoins. En face des futurs époux se tenait M. le baron Pasquier, chancelier de France, ayant à sa droite M. le président du conseil des ministres et M. le garde des sceaux, entouré des autres magistrats, et à sa gauche, M. le duc Decazes, grand-référendaire, M. Cauchy, garde des archives de la Chambre des Pairs.

M. le chancelier, qui remplissait les fonctions d'officier de l'état-civil, après avoir pris les ordres du Roi, donna lecture du projet d'acte de mariage. Il reçut ensuite des deux fiancés la déclaration exigée par l'article 75 du Code Civil, et prononça que le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha et la princesse Clémentine d'Orléans étaient unis en mariage.

Les nouveaux époux, LL. MM., les princes, les princesses et les témoins signèrent alors l'acte de mariage, qui fut clos par M. le président du conseil des ministres, par M. le garde des sceaux, par M. le chancelier et M. le ministre des affaires étrangères, et M. le grand-référendaire de la Chambre des Pairs.

Cela fait, on descendit dans la chapelle du château, où M. l'évêque de Versailles célébra le mariage religieux.

Le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha est âgé de vingt-quatre ans environ. C'est un grand jeune homme, très-blond, qui ressemble beaucoup à madame la duchesse de Nemours, sa sœur cadette. Il était dernièrement encore major dans les armées d'Autriche ; mais il vient de quitter le service de cette puissance.

La maison de Saxe-Cobourg tient un haut rang parmi les maisons princières de l'Europe. Le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, père de l'époux de madame la princesse Clémentine, est peu mêlé, il est vrai, aux affaires politiques ; retiré à Vienne, il y dépense assez tranquillement, assez bourgeoisement, si l'on veut, ses immenses revenus. Cependant, il est le frère du roi des Belges, du duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, et de la duchesse de Kent, mère de la reine Victoria d'Angleterre.

De ses trois fils, l'un est marié à la reine de Portugal ; le second vient d'épouser la princesse Clémentine, et le troisième, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, qui est venu, ainsi que nous l'avons dit, assister au mariage, n'a pas plus de dix-sept à dix-huit ans.

Le nouvel époux de la princesse Clémentine est donc frère aîné de madame la duchesse de Nemours, neveu du roi des Belges et du duc régnant de Saxe-Cobourg, frère du roi de Portugal et cousin de la reine d'Angleterre.

Le prince Auguste est, dit-on, un jeune homme studieux, aimé et considéré en Allemagne.

Quant à la princesse Clémentine, tout ce que nous savons d'elle, c'est qu'elle a été élevée par madame Angelet, femme très-distinguée, sœur de deux officiers morts à Waterloo. Depuis la mort de l'infortunée princesse Marie, madame la princesse Clémentine s'est vouée à l'éducation de son neveu, le petit duc de Wurtemberg. Elle a exprimé le désir de continuer, après son mariage, les mêmes soins au fils de sa sœur. La princesse Clémentine compte un an de plus que son époux.

Le contrat de mariage constitue à madame la princesse Clémentine un revenu annuel de 500,000 fr. et 400,000 fr. au prince Auguste. On a disposé avec beaucoup de luxe les appartements que les jeunes époux doivent occuper au palais de Saint-Cloud jusqu'au mois de juillet. Ils iront, à cette époque, faire un voyage en Allemagne et en Belgique, et reviendront ensuite s'établir à Paris, à l'Élysée-Bourbon.

UN CHAPITRE INÉDIT

des Mémoires de Jérôme Paturot.

L'article suivant est un chapitre inédit des *Mémoires de Jérôme Paturot à la recherche d'une position sociale et politique*. Ces mémoires, dont une partie seulement a été publiée par le *National*, formeront trois beaux volumes in-8°, et paraîtront cette semaine à la librairie Paulin. Le spirituel auteur de cette curieuse satire a augmenté les mémoires de son héros de plusieurs chapitres inédits, non moins piquants que celui qui a pour titre :

UN SUCCÈS CHEVELU.

Parmi les célébrités qui fréquentaient ma maison, figurait ce que l'on se plaît à appeler un Génie. Le mot a été prodigué, mais il a encore quelque valeur. C'est du reste un état plein de charmes, quand on l'exerce en conscience et avec gravité. Tout homme qui hésite et qui doute y est impropre ; il faut croire en soi pour y exceller et ne pas broncher dans cette

croissance. Alors on monte sur les sommets de l'art, on devient un Génie qui a du métier, qui sait son affaire. C'est l'idéal de l'emploi.

Le Génie qui daignait m'honorer de ses visites et que je n'amoindrirai pas en employant son nom vulgaire, ce Génie était particulièrement doué de cette bonne opinion de lui-même qu'il déguisait sous une modestie parfaite. Il était impossible de s'adorer avec plus d'humilité, de poser avec plus de décence. Il ne tenait pas aux apparences de l'orgueil, et c'était de sa part une preuve d'esprit : en toutes choses il songeait aux réalités, pierre de touche du vrai Génie. J'ai peu vu d'amours-propres se déguiser avec cet art et s'envelopper d'une candeur plus habile. Du reste, c'était là le moindre contraste qu'offrait mon Génie ; on eût dit une antithèse vivante. Les instincts révolutionnaires étaient tempérés par des formes pleines de goût et de dignité ; il n'avait du niveau que la plume, et faisait du bouleversement littéraire en gants Jouvin.

Le don éminent de mon ami le Génie était de ne jamais s'abandonner. Il avait, sur la manière dont se forment les réputations, des idées qui témoignaient une profonde connaissance du cœur humain ; il ne croyait à aucune des chimères des âmes adolescentes, par exemple, au succès naturel et spontané, à l'hommage que le public rend de lui-même au mérite. Il n'avait vu des triomphes de ce genre se réaliser que pour les morts, et encore la vanité personnelle d'un vivant y était-elle presque toujours intéressée. Pénétré de cette conviction, que les œuvres sont ce qu'on les fait, et qu'une vogue ne rapporte qu'en raison des soins qu'elle coûte, il avait introduit ce principe dans sa pratique littéraire, et s'était frayé des voies nouvelles dans la préparation de l'enthousiasme public. Avant lui personne n'avait manipulé l'opinion avec cette délicatesse, excité la curiosité avec ce tact, maîtrisé la vogue avec cette puissance. N'eût-il été Génie que par ce côté, il l'était en dépit de ses ennemis.

Le Génie en avait, des ennemis ; n'en a pas qui veut ! Le premier il avait compris que les ennemis forment un élément essentiel de la gloire ; qu'ils réchauffent l'attention, et qu'ils peuvent être employés utilement dans ce travail de notoriété que toute œuvre nécessite pour devenir célèbre. Les ennemis seuls tiennent en haleine le zèle des partisans, éveillent dans le public un sentiment passionné, créent la controverse, et poussent au scandale, cet apogée de la tactique. Qu'en résulte-t-il ? que le public se trouve saisi de la chose avant l'événement, qu'il s'en occupe, prend parti pour ou contre, et livre, à son sujet, des combats dans le vide. L'univers ne connaît pas le premier mot du chef-d'œuvre, et il est prêt à en venir aux mains pour l'attaquer ou pour le défendre.

Voilà dans quel genre opérait mon ami le Génie ; quel que fût le sujet sur lequel il s'exerçait, c'était toujours enlevé. Jamais je n'ai vu faire de meilleure besogne ; on ne travaille pas plus proprement. Au moment où je le connus il avait à lancer une pièce intitulée : *les Durs à cuire*, ouvrage taillé dans le granit et le porphyre, travail babylonien et basaltique, étude de mages et de hiérophantes. Par son caractère de simplicité, cette pièce rappelait la Bible ; par sa profondeur sombre, les védas hindous ; par son charme, la Genèse ; par ses expiations, le Coran, c'est-à-dire toutes les traditions et tous les cultes. Chaque personnage avait dix mètres, mesure légale, et une vieillisse robuste comme celle de Mathusalem. De là ce titre de la pièce : *les Durs à cuire*. Quels gaillards ! Sans le public, jamais on n'en eût vu la fin ; lui seul a pu les enterrer.

Il fallait donc lancer *les Durs à cuire* ; mon ami le Génie se mit à la besogne. Le premier point d'appui était dans les journaux ; il y comptait des cœurs dévoués, des amitiés vives ; cette puissance ne lui fit pas défaut. De mille côtés s'éleva un concert d'éloges hyperboliques. L'auteur, à croire les plumes sympathiques, avait mis la création entière à contribution pour que rien ne manquât à son œuvre. Il avait fendu les Pyrénées pour y sculpter ses héros à la façon des chevaliers de la Table-Ronde ; il s'était permis de tronquer les sommets des Alpes pour leur confectionner des piédestaux. Tous ses personnages pleuraient des fleuves et gémissaient à la façon des tempêtes ; les plus hauts chênes leur servaient de cure-dents, et les lacs, de plats à barbe. Ainsi parlaient les panégyriques chevelus : le Génie les remerciait du geste, tout en les trouvant trop discrets et point assez généreux. Hélas ! ce n'était pas faute de bonne volonté, mais la barbe la plus exaltée du monde ne peut donner que ce qu'elle a.

Quand le Génie vit que les journaux menaient naturellement leur petit bruit, il se tourna vers d'autres soins.

« Maintenant, s'écria-t-il en frappant son front olympien, il faut que je cherche des interprètes pour mon monument. »

Puis il se tourna vers le directeur du théâtre qu'il honorait de son œuvre, et lui dit avec une modestie adorable :

« Mon cher, je déroge en venant chez vous, je le sais ; mais je suis bon prince, je veux vous protéger ; seulement permettez-moi de vous poser une petite condition. »

— Laquelle, Génie !

— C'est que je serai le maître de la maison. Vous seriez trop regardant ; laissez-moi dégourdir vos petites économies. Je veux trois décorations splendides et quatre séries de costumes tout battants neufs, des barbes qui n'aient jamais servi et des casques Moyen-Age qui ne soient pas renouvelés des Grecs. Voilà le premier article de mon ultimatum.

— Qu'il soit fait comme vous le désirez, Génie !

— Ensuite, il me faut des sujets qui aient des poitrines d'acier, des poignets d'airain, des pieds de bronze, des bras de fer, des poumons de platine. Je veux que les articulations soient parfaitement souples, les muscles élastiques, les nerfs sensibles, les membres désossés. Les acteurs marcheront sur la tête et parleront du ventre qu'ils n'en conviendraient que mieux. J'ai l'emploi de ces petits talents de société.

— On cherchera ce que nous avons de mieux, Génie !

— Palsambleu ! j'y songe ! Il y a une actrice à Saint-Pé-

tersbourg qui doit réussir dans un de mes rôles. N'oubliez pas de m'embaucher cela.

— Ce sera peut-être cher, Génie. Vingt ou trente mille francs de dédit !

— Mettez cinquante mille, et ayons-la. Cette femme a l'œil de vipère ; c'est hors de prix.

— Soit, Génie ; mais l'autre ?

— Quelle autre ?

— Celle qui tient l'emploi, Génie !

— Je lui donnerai un de mes autographes, mon cher, et elle nous devra encore du retour.

— Vous croyez, Génie ; elle est difficile à vivre, pourtant ; elle ne se paiera pas de cela.

— Eh bien ! mon cher, qu'elle nous fasse un procès ! Voilà qui arrangera tout le monde ! Un procès, deux procès, vingt procès ! Que les tribunaux retentissent de ses plaintes ! Qu'elle y traîne ses regrets et ses douleurs ! Ce sera au mieux. Par Saint-Georges ! dira le public, il faut que cette pièce soit quelque chose de bien babylonien, pour que cette créature vienne gémir sur le malheur d'en être évincée. Ainsi donc, un procès, deux procès : les petits procès entretiennent les grands drames. Nous paierons les hommes de loi, s'il le faut.

— Vraiment, Génie, je vous admire.

— Faites, mon cher, ne vous gênez pas. »

On le voit, mon ami le Génie pensait à tout. Il traitait une première représentation comme un général traite un plan de campagne, formait ses cadres, déployait ses ailes et groupait son corps d'armée. Que vouliez-vous que fit un directeur contre une si belle ordonnance ? Il paya et s'effaça. On se procura des sujets constitués, autant que possible, d'après le programme du grand homme, et on leur prépara les poumons de manière à les rendre propres au service qu'ils allaient soutenir. Car l'un des titres de mon ami le Génie, c'était la tirade démesurée. L'art chevelu a fait une révolution pour abolir les tirades de l'art bien peigné. On a ainsi passé par les armes l'exposition du premier acte, le songe du deuxième, et le récit du dernier, avec les : *O ciel ! en croirai-je mes yeux ?* et les : *Madame, qui peut dit ?* C'est bien ; je suis de ceux qui trouvent qu'il y en avait assez comme cela : en fait de tirades, les plus courtes sont les meilleures. Mais après avoir aboli la chose, peut-être eût-il mieux valu ne pas la recommencer sur des dimensions plus effrayantes. C'est pourtant ce qu'ordonnait l'esthétique de mon ami le Génie : pour guérir complètement le public de la tirade, il l'administrait à haute dose. Là où trente vers suffisaient autrefois, il en mettait cent cinquante ; d'où l'impérieuse nécessité d'obtenir des poumons capables d'un pareil effort.

A l'aide de ces brillants moyens, le succès se préparait à vue d'œil. On citait partout les *Durs à cuire*, on s'emparait des moindres indiscretions de coulisses, on se communiquait, sous le sceau du secret, des vers bizarres que mon ami le Génie jette sur ses œuvres comme Dieu a mis des taches sur le soleil. L'actrice qu'il comptait attacher au char de sa gloire ne voulait pas quitter Saint-Petersbourg, où elle avait des engagements avec le czar ; il fallut négocier, échanger des notes diplomatiques et des billets de banque. Chaque acteur essentiel du drame exigeait qu'on lui fit un sort, qu'on lui assurât une retraite pour ses vieux jours et une maison de campagne dans un canton salubre. Il en est même qui voulaient se prévaloir de cette occasion pour demander des récompenses civiques et se faire exempter du service de la garde nationale. Le Génie parvint à calmer cette effervescence de prétentions en promettant à chacun d'eux trois autographes et une ligne dans sa préface, ce qui valait mieux que des rentes sur le grand-livre.

Il n'était plus bruit que de cela. Les procès survinrent et donnèrent un nouvel élan à la curiosité. Quelque feuille que l'on ouvrit, quelque part que l'on allât, on retrouvait *les Durs à cuire*. On en parlait dans les salons, aux Chambres, à la cour, dans les cercles, dans les foyers de théâtres, dans les estaminets, partout. L'école de droit en rêvait, le commerce s'en préoccupait, la magistrature en était saisie et jouissait des bagatelles de la porte avant d'être admise aux émotions du spectacle. Mon ami le Génie triomphait dans sa chevelure ; jamais manipulation préparatoire n'avait placée une œuvre aussi haut ; jamais semailles n'avaient promis une telle moisson. Il était question de quatre parodies : le grand homme voulait les inspirer, les surveiller lui-même, y faire verser quelques grains d'encens, savoir à quel gros sel on le mettrait. Les Génies n'oublient, ne négligent rien ; ils sont grands par le détail comme par l'ensemble.

J'assistai à ces préparatifs avec l'intérêt qu'un ami devait y prendre. Le Génie avait su que Malvina, dans la première période de notre liaison, s'était mêlée de succès dramatiques, et qu'elle y avait déployé une certaine habileté de combinaisons. Cette circonstance me valut, de la part du grand homme, un redoublement de poignées de main et une place plus avancée dans son estime. Moi-même j'étais devenu un fanatique admirateur de son œuvre, et, en toute occasion, je me livrais à une propagande illimitée. Je ne connaissais pas le premier mot de la pièce, mais je n'en étais que plus propre à en célébrer les beautés.

La veille du jour décisif, le Génie passa en revue ses troupes et les anima par diverses harangues. La première s'adressa aux acteurs, c'est-à-dire à l'état-major de l'armée. Ils se montrèrent tous pleins de feu, résolus à vaincre ou à succomber glorieusement. Le grand homme parut content de cette attitude :

« Mes amis, leur dit-il, que chacun fasse son devoir, et j'aurai soin de tout le monde. Vous, Fier-à-Bras, je vous promets de vous comparer à un marbre de Farnèse ; vous, Lame-de-Couteau, vous serez l'un des angles de l'obélisque de Luxor ; vous, Contre-Basse, vous serez la note lugubre du chêne Dodonien. Je ferai de tous les autres des propylées garnis de sphinx mystérieux, des memnoniums, des cryptes, des dolmen, des jardins de Sémiramis, tous monuments plus

Le comte, vieil émigré retiré en Angleterre, se trouve sans ressources; l'hôte qui l'abrite et le nourrit, un horrible avar, va le chasser, faute de paiement. Que faire? que deviendra Alix, une si charmante fille? C'est là surtout la grande douleur du comte.

Un jeune homme, Armand de Courvil, s'est attaché au malheur de cette famille; il aime Alix, et pour tout au monde voudrait soulager l'infortune de la fille et du père. Il y a un moyen de le faire; mais ce moyen est plein de périls; il ne s'agit de rien moins que d'exposer sa vie, et voici comment: le comte, en quittant la France, a caché 400.000 livres dans un mur de son château; si on pouvait les reprendre! «Eh bien! je les aurai,» dit Courvil, bravant la loi qui prononce la peine de mort contre tout émigré surpris en France. «Que m'importe!» s'écrie le brave jeune homme. Voilà du dévouement et de l'amour.

Il part déguisé en matelot, aborde en Bretagne, et, au milieu des plus grands dangers, arrive enfin au château de Boisménil. C'est quelque chose, mais ce n'est pas tout: il faut trouver le trésor, l'enlever, et surtout déjouer la surveillance de Jean Lenoir, ancien fermier du comte, et républicain clairvoyant. A cette qualité d'ennemi politique de M. de Boisménil, Jean Lenoir joint une vieille rancune: le comte l'a renvoyé injustement, et a injustement soupçonné sa probité.

La tentative réussit d'abord: Armand de Courvil découvre le trésor, s'en empare, et se dispose à regagner l'Angleterre, quand Jean Lenoir arrive. Il a flairé l'émigré et l'arrête. L'affaire devient sombre. Armand fait volontiers le sacrifice de sa vie; mais Alix, mais le comte, que deviendront-ils?



(Théâtre des Délassements Comiques. — La Fille du Ciel, 2^e acte, 5^e tableau: mademoiselle Bergeon, Phosphoriel; mademoiselle d'Harcourt, la Fille du ciel.)

Heureusement, Jean Lenoir n'a pas l'âme aussi noire que son nom. Il s'émeut en apprenant le dévouement d'Armand, et lui rend non-seulement la liberté, mais la précieuse cassette; puis Jean Lenoir imagine un moyen très-noble de se venger de l'injustice du comte: il remplit la cassette de pièces et de papiers qui prouvent clairement sa probité et son innocence. Or, Armand de Courvil arrivant avec la chère cassette, le comte n'a rien de plus pressé que de l'ouvrir. «Les quatre cent mille francs sont là,» dit-il. Point du tout: il ne trouve que ce compte-rendu de l'honnête gestion de son fermier. «Le traître m'a volé!» Non pas: Jean Lenoir, craignant que l'or ne fût saisi en route, a substitué à la somme un bon de quatre cent mille livres sur un banquier de Londres, au nom de M. de Boisménil. Voilà comme Jean Lenoir se venge.

Grande joie parmi les Boisménil, et mariage d'Armand et d'Alix. Tout cela est bien joué par Tisserant, Julien et mademoiselle Rose Chéri. Le public a soupiré, le public a pleuré, le public a pris plus d'une fois son mouchoir. Quand le mouchoir s'en mêle, le succès est flagrant.

L'Odéon nous donne une comédie assez gaie, et qui porte le titre de *Tôt ou Tard*. Ce titre veut dire que tôt ou tard il faut que jeunesse se passe. Si vous avez payé votre dette au diable avant de vous marier, tant mieux: vous ferez un excellent mari; sinon vous serez un mari détestable, coureur, voyage, ami du bal, des petits soupers, des débauchés, et fort enclin aux nuits vagabondes et aux lettres de change. Des mots spirituels et des scènes plaisantes ont attiré la manne des braves sur cette comédie de MM. Léonce et Moléri.

Nous tombons en plein mélodrame: le château de Valanza est bien le plus souterrain et le plus scélérat de tous les châteaux: des faux monnayeurs et des bandits y travaillent de compagnie, et pour surcroît de terreur, un affreux monstre, le comte de Monzzani, y joue toutes sortes de tours pendables à son cousin Lucio et à la belle Virginie Salviati. Quel est le but de toutes ces infamies de Monzzani? Oh! mon Dieu! le traître veut tout simplement, comme c'est l'habitude de ses pareils en mélodrame, escroquer à son cousin Lucio la belle Virginie, qu'il aime, et un héritage de plusieurs millions; ceci vaut la peine que Lucio y fasse attention. Mais Lucio

est le meilleur des hommes et la plus docile des victimes; on l'empoisonne, on l'assassine, on le jette à trois cents pieds sous terre, on l'enterre avec une facilité digne d'étonnement. Lucio a cependant ceci de remarquable, que si, par imprévoyance, il se laisse tuer sept à huit fois et précipiter dans les abîmes du château de Valanza, il en revient toujours et ne meurt jamais: tel est son caractère; il met de l'entêtement à vivre autant de fois qu'on l'enterre. Mais on se lasse de tout, même de faire le mort. Un beau soir d'août, Lucio ressuscite définitivement au nez du féroce Monzzani, qui pâlit, chancelle, et tombe aux mains des gendarmes, vengeurs du crime. — Ce terrible mélodrame arrive en droite ligne du cerveau de MM. Alboise et Paul Foucher.

Le théâtre des Délassements Comiques a aussi son méchant génie: ce drôle s'appelle Rocaillon, il en est bien digne. Rocaillon poursuit de son furieux amour la Fille du Ciel, qui ne veut pas entendre parler de lui; Eloa, en effet, a bien d'autres choses à faire que d'écouter ce vilain Rocaillon. Elle a de tendres rendez-vous avec Phosphoriel, charmant esprit en chair et en os, qui lui conte fleurette à l'ombre des arbres et des charmes. En vain Rocaillon fait jouer des ficelles abominables, Phosphoriel et la Fille du Ciel se marient à sa méchante barbe, et Rocaillon retombe au fond des plus épouvantables abîmes. Il faut bien que justice se fasse.

Le dialogue est plein de trappes et de feux de Bengale.

De la Traite et de l'Esclavage.

Les grandes questions, celles qui touchent aux plus chers intérêts de l'humanité, ont cela de particulier que de tout temps, et à propos de toute chose, elles attirent vivement l'attention et préoccupent les esprits. Le mouvement industriel qui semble dominer et absorber notre époque se lie intimement à ces vastes problèmes, et leur solution peut seule donner à l'activité prodigieuse qui, de toutes parts, se manifeste dans l'ordre des progrès matériels, un caractère de moralité et de grandeur.

Parmi ces problèmes, il en est trois que la prochaine session devra aborder; la loi sur l'abolition de l'esclavage d'abord, préparée avec tant de soin par les travaux et le rapport de la commission que présidait M. le duc de Broglie; la réforme de notre système pénitentiaire, question ardue dont le rapport de M. A. de Tocqueville à la Chambre des Députés doit faciliter la solution; enfin la liberté de l'enseignement, qui, dans ces derniers temps, a soulevé de solennels débats.

L'illustration doit, non résoudre, elle n'en a pas la prétention, mais exposer du moins l'état de ces difficiles problèmes qui intéressent directement l'amélioration des masses et l'avenir des sociétés. Elle ne manquera pas à cette tâche.

Dernièrement encore, à la tribune du Parlement anglais (1), lord Palmerston interpellait le ministre pour savoir de lui si à l'avenir, lorsque par suite d'une tempête ou pour toute autre cause, un navire ayant des nègres à bord aura été jeté dans un port britannique, le gouvernement se proposait de déclarer ces hommes libres. M. T. Duncombe accusait le gouvernement de n'être pas animé d'un désir sincère de supprimer la traite. N'est-il pas déplorable qu'aujourd'hui encore on se livre à ce commerce honteux, et que la France, fût-ce au prix de lourds sacrifices, hésite à émanciper ses esclaves, elle qui aurait dû donner cet exemple au monde, elle qui a manifesté pour le droit de visite une si légitime et si unanime réprobation!

Récemment encore, la session des conseils-généraux a appelé l'attention publique sur la grande question de l'esclavage. Déjà, dans leur session de l'année dernière, répondant aux vœux de l'opinion publique, les conseils avaient réclamé avec une généreuse instance le projet de loi, depuis si longtemps attendu, qui doit prononcer l'émancipation des esclaves. Cette année encore ils ont protesté contre la lenteur du gouvernement, et c'est un devoir pour la presse de constater ces plaintes énergiques parties du sein même de la bourgeoisie, dont les conseils-généraux sont surtout l'organe.

La prochaine session des Chambres législatives verra enfin éclore, il faut l'espérer, ce projet de loi si longtemps couvé. Il ne sera donc pas sans intérêt de jeter sur l'état de cette grande question un coup d'œil rapide.

I.

ABOLITION DE LA TRAITE. — INITIATIVE DE L'ANGLETERRE. ABOLITIONS SUCCESSIVES. — IMPUISSANCE DE LA LÉGISLATION.

Il y a plus d'un demi-siècle déjà que, pour la première fois, au sein du Parlement britannique, une voix généreuse s'éleva pour flétrir la traite des nègres, et ce cri d'humanité, régulièrement jeté, d'année en année, au milieu des luttes des partis et des intérêts de la politique, a trouvé de l'écho dans l'Europe entière. Le commerce infâme des esclaves, réprouvé par la loi religieuse, a également été condamné par les lois civiles, et les souverains de l'Europe, réunis au congrès de Vienne, ont solennellement proclamé l'abolition de la traite et flétri ce fléau qui, suivant leur énergique parole, «avait trop longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité.»

L'Angleterre a eu la gloire d'entrer la première dans cette

voie nouvelle où l'entraînaient les véritables intérêts de sa politique, non moins que le sentiment de sa foi chrétienne; ce n'a été toutefois qu'après une longue résistance. Pendant près de vingt ans, la tribune a retenti de ces luttes mémorables où les intérêts maritimes et commerciaux de l'Angleterre résistaient avec acharnement à ce flot irrésistible de liberté que la civilisation pousse incessamment dans toutes les contrées et sur toutes les nations du globe. Dans ce débat solennel, les plus grands esprits, les voix les plus éloquentes, les intelligences les plus élevées apportèrent le tribut de leurs efforts; les Pitt, les Fox, les Burke, les Shéridan, les Windham, les Dundas, les Clarkson, les Grenville, ne craignirent pas d'aborder et de traiter, sous toutes ses faces, cette question immense qui a dominé les plus ardents débats du Parlement. Les esprits hardis que Wilberforce avait appelés sur ce terrain nouveau ne se contentaient pas de proscrire la traite; mais, envisageant dans ses plus extrêmes conséquences ce grand acte de justice et d'humanité, ils préparaient les éléments d'un acte plus solennel et plus grave encore, celui de l'émancipation des esclaves aux Indes-Occidentales.

Le plus ardent et le plus courageux apôtre de l'émancipation, alors qu'il poursuivait avec une si admirable persévérance la réalisation de l'idée qui remplissait sa vie, ne faisait pas mystère de ce vœu de son cœur. «Certes, je ne nierai pas, disait Wilberforce à ses adversaires, dans la séance du 2 avril 1792, que je désire assurer aux esclaves les bienfaits de la liberté, et je ne suis point alarmé de m'entendre attribuer le dessein de les émanciper. Quel homme se refuserait à s'associer à ce vœu? Mais la liberté que j'entends est celle dont, hélas! les noirs ne sont pas encore susceptibles. La vraie liberté est fille de la raison et de l'ordre; c'est une plante céleste, et le sol doit être préparé à la recevoir. Quiconque la veut voir fleurir et porter ses véritables fruits ne croira pas qu'il faille l'exposer à dégénérer dans la licence!»

C'est ainsi que, dès l'origine, la question de l'émancipation fut liée à celle de l'abolition de la traite; c'étaient les deux termes d'une même proposition; résoudre l'une, c'était s'imposer l'obligation d'aborder et de résoudre l'autre; et c'est la prévision de cet enchaînement nécessaire qui souleva contre les premiers abolitionnistes la foule ardente et passionnée des intérêts coloniaux de la Grande-Bretagne.

Ces intérêts furent vaincus enfin. Déjà réformée et contenue dans de certaines limites par un bill qui interdisait aux sujets anglais toute participation au commerce des noirs, lorsqu'il serait entrepris pour le compte et au profit d'une puissance étrangère, la traite fut entièrement abolie le 2 mars 1807. Presque en même temps, les Etats-Unis imitaient l'exemple de l'Angleterre.

Dès lors la Grande-Bretagne était directement intéressée à l'adoption universelle de cette mesure. Elle venait de rejeter un des éléments de sa fortune publique, une arme réprouvée, il est vrai, mais qui n'en était pas moins une arme puissante, et elle ne voulait la voir dans aucune main rivale. Au nom des intérêts les plus sacrés de la religion et de l'humanité, elle poursuivait ce but politique avec cette opiniâtreté qui est le caractère principal de sa diplomatie.

Le Portugal, alors seul allié maritime du cabinet de Londres, résista à ses instances; cependant un traité conclu le 19 février 1810 limita la traite, alors même qu'elle était poursuivie sous pavillon portugais. Il fut interdit aux Portugais de se procurer des nègres ailleurs que dans leurs propres établissements sur la côte d'Afrique, et de faire la traite sur d'autres navires que ceux construits dans des ports soumis à la nation portugaise.

Le gouvernement de la province de Carracas et le gouvernement républicain de Buénos-Ayres proclamèrent, en 1812, l'abolition complète de la traite.

Lorsqu'en 1813, pour récompenser la Suède de sa défection, l'Angleterre lui céda, par le traité du 3 mai, notre ancienne colonie de la Guadeloupe, ce fut à la condition que cette puissance s'engagerait à prohiber toute importation d'esclaves soit dans cette île, soit dans aucune autre de ses possessions aux Indes-Occidentales.

On le voit, au milieu même de la conflagration générale du continent, l'Angleterre ne perdait pas de vue la nécessité d'imposer à toutes les puissances maritimes l'obligation à laquelle la conscience publique et les progrès de sa propre civilisation l'avaient obligée de se soumettre; et quels que soient les motifs secrets de sa persistance, il ne faut pas moins se féliciter de voir ainsi les intérêts matériels des nations liés à l'existence même des grands principes sociaux.

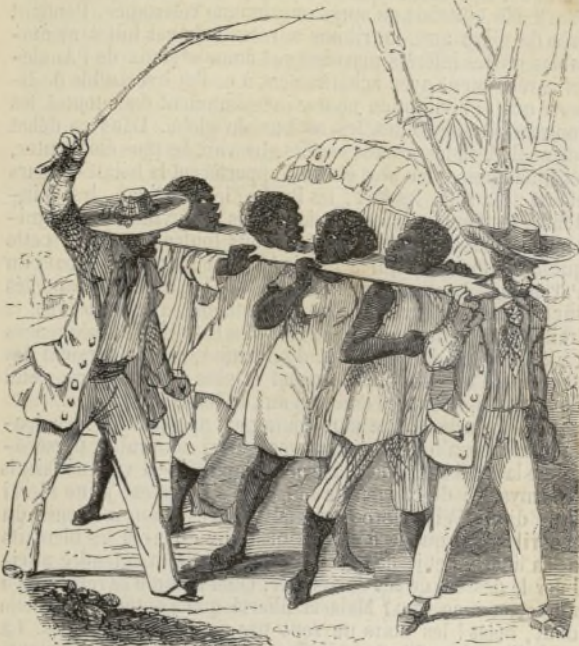
La chute de Napoléon et la paix de 1814 ouvrirent un nouveau champ à l'activité anglaise. Le premier soin qui préoccupa les diplomates anglais fut la conservation des intérêts et de la puissance maritimes de la Grande-Bretagne. Une ère nouvelle s'ouvrait pour le monde; le commerce, longtemps interrompu, allait mettre en contact pacifique les peuples qui, depuis un quart de siècle, ne se rencontraient que les armes à la main; la mer allait devenir libre. L'Angleterre songea avant tout à utiliser à son profit l'abolition de la traite, dont elle a constamment essayé depuis lors de se faire un instrument de domination et de puissance.

Le Danemark et les Pays-Bas cédèrent facilement aux considérations élevées que les agents de la diplomatie anglaise firent valoir auprès d'eux. Un traité, conclu avec la première de ces puissances, interdit la traite à tous les sujets danois; un décret du roi des Pays-Bas porta semblable interdiction pour tous les sujets de ce royaume.

La France et l'Espagne, plus directement intéressées dans la question, résistèrent à une mesure aussi absolue, et consentirent seulement à restreindre le commerce des noirs aux nécessités d'entretien et de service de leurs colonies; elles prirent en outre l'engagement de prononcer l'abolition définitive du commerce des esclaves, la France au bout de cinq ans (1), et l'Espagne dans le délai de huit années (2).

(1) Article additionnel au traité du 30 mai 1814.

(2) Traité du 15 juillet 1814.



(Nègres conduits à la côte.)

Le congrès de Vienne (1) n'ajouta aux divers résultats déjà obtenus par le cabinet de Londres qu'une déclaration solennelle dont nous avons eu déjà occasion de parler, admirable et énergique protestation faite avec d'autant plus de bonne foi par la Prusse, l'Autriche et la Russie, que ses conséquences ne pouvaient porter aucune atteinte aux intérêts de leur commerce et de leur domination.

Pendant les Cent Jours, en 1815, Napoléon, mieux éclairé



(Marché d'esclaves.)

sur les véritables intérêts de la France et sur les exigences de l'opinion publique, fit plus de concessions qu'il n'eût fallu en 1814 pour sauver son trône et sa dynastie. Un des premiers actes de son gouvernement (2) fut l'abolition complète de la traite. Louis XVIII confirma authentiquement cette résolution par le traité du 20 novembre 1815.

Le Portugal et l'Espagne consentirent à restreindre encore la faculté qu'ils s'étaient réservée, soit en se soumettant à

pour l'abolition de la traite, lui transmettait une copie exacte de ces fers, et les notes explicatives qu'un forgeron de Nantes lui avait très-naïvement fournies sur l'usage de ces instruments et la manière de les employer.



(Cercans servant à enchaîner les esclaves pour les conduire de l'intérieur des terres jusqu'au lieu de l'embarquement.)



(Marchand d'esclaves.)

l'obligation d'interdire immédiatement la traite au nord de l'équateur, soit en rapprochant le terme où cette interdiction complète serait prononcée.

Jusqu'ici le premier terme de la proposition était résolu; le principe était consacré théoriquement. Le commerce des

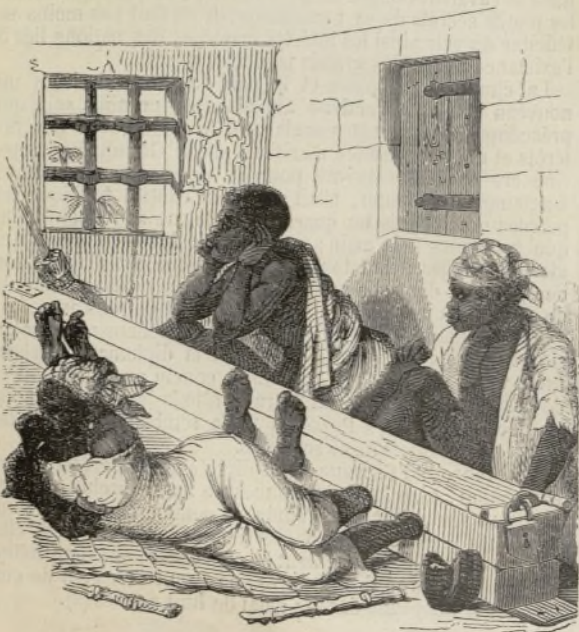
esclaves était déclaré infâme; mais l'insuffisance des mesures répressives, l'attrait de bénéfices considérables semblaient enhardir les misérables qui se livraient à ce trafic. Les précautions prises pour assurer l'impunité engendraient des crimes nouveaux; les esclaves étaient entassés dans de plus étroits espaces, les négriers poursuivis jetaient leurs victimes dans la mer; sur tous les points de nos colonies, ce commerce odieux s'accomplissait avec une audace et une activité devant lesquelles la surveillance légale était impuissante; les agents de l'autorité eux-mêmes, les juges qui devaient prononcer sur la culpabilité des négriers participaient à cet infâme trafic et en partageaient les bénéfices. Dans nos ports de mer, la construction, l'armement des navires négriers, leur destination, la fabrication des instruments de torture nécessaires pour contenir les nègres, n'étaient un mystère pour personne. A Nantes, au Havre, des prospectus d'armement et de cargaison, où étaient cotés les prix d'achat et les prix de vente du bois d'ébène (3), circulaient publiquement; le taux des assurances (4) pour ces sortes d'expéditions était plus élevé; on forgeait et on vendait, aux yeux de tous, les menottes, les poucettes, les barres de justice, les cercans, qui servaient à conduire les malheureux nègres de l'intérieur des terres au rivage où les attendait leur prison flottante, véritable carcère dur, auprès duquel l'esclavage et le travail étaient une sorte de bienfait. Une lettre adressée en 1816, par M. le baron de Staël au président du comité

(1) 8 février 1815.

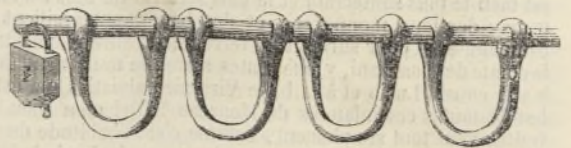
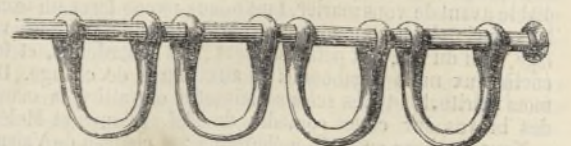
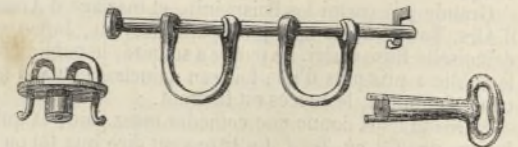
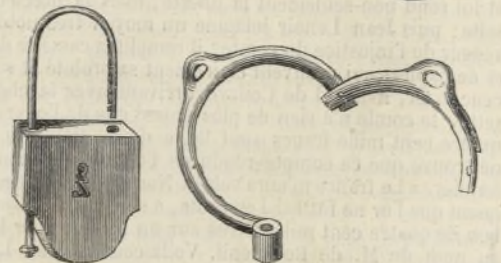
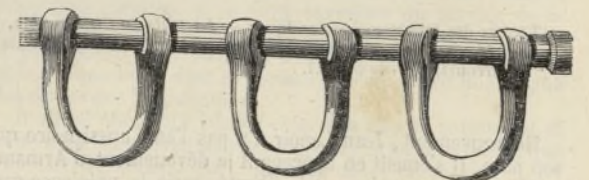
(2) Décret du 29 mars 1815, prohibant la traite, sous peine de confiscation du navire et de sa cargaison. Une ordonnance royale du 8 novembre 1817, convertie en loi le 45 avril 1818, a confirmé les termes du décret impérial, et a en outre prononcé, contre tout capitaine de navire négrier, l'interdiction de son emploi.

(3) C'est le nom que les négriers donnent aux esclaves; on les désignait également sous le nom de *mulet*, *pièce d'Inde* ou *ballot*.

(4) Ces assurances étaient désignées sous le nom d'*assurances d'honneur*.



(Nègres dans les entraves.)



(Barres de justice, colliers, cadens et dé servant à enchaîner les esclaves à bord du navire.)

ments sous l'empire même des mesures qui devaient assurer sa répression.

M. de Broglie, à la tribune de la Chambre des Pairs, accusa plus d'une fois cette impuissance de notre législation. La France était en effet le seul Etat qui n'eût point sanctionné l'abolition de la traite par des peines corporelles, par des précautions menaçantes, et cette tolérance contribuait à faire de nos ports de mer le centre où se dirigeait la plus grande partie des capitaux destinés au commerce des esclaves. Le pavillon français couvrait non-seulement la traite faite par nos nationaux, mais il servait à mettre les négociants espagnols, anglais, hollandais et portugais à l'abri de la rigueur des lois de leur propre pays.

Et ce n'était pas seulement la douceur de notre législation qui enhardissait les coupables manœuvres des trafiquants d'esclaves ; le défaut des plus simples mesures d'ordre et de police faisait de nos colonies un marché général où l'impunité était en quelque sorte assurée.

Ainsi l'Angleterre avait imposé aux gouverneurs et aux administrateurs de ses colonies l'obligation de procéder au dénombrement complet, au recensement exact de la population esclave existante à une époque déterminée dans chaque habitation, en désignant chaque individu par son sexe, son nom, son âge, son emploi. Un registre public, contenant toutes ces indications, devait également constater les naissances, les décès, les ventes, les échanges. Cette mesure si simple, d'une exécution si facile, pouvait à elle seule prévenir efficacement l'introduction de nouveaux esclaves dans les colonies anglaises.

Chez nous, au contraire, la fraude une fois consommée, et nous avons dit avec quelle facilité elle pouvait être faite, il devenait impossible de la constater, car tout esclave trouvé dans l'habitation ou la demeure d'un colon était présumé de plein droit lui appartenir.

Cette imperfection, ou plutôt cette imprévoyance des mesures législatives et administratives destinées à la répression de ce trafic si solennellement condamné par toutes les puissances européennes, loin de contrarier les projets de la Grande-Bretagne, les a favorisés au contraire. Ce que l'Angleterre voulait sans doute, c'était l'association de tous les ca-

binets dans un même vœu pour l'abolition de la traite, mais elle espérait surtout parvenir à les réunir autour d'elle pour leur faire adopter le moyen d'atteindre ce but. C'est de la recherche de ce moyen, c'est du besoin de l'imposer à tous les cabinets, et notamment aux Etats-Unis et à la France, que sont nés dernièrement chez nous les débats relatifs au droit de visite, débats passionnés qui ont soulevé tous les vieux ferments des haines et des rivalités nationales.

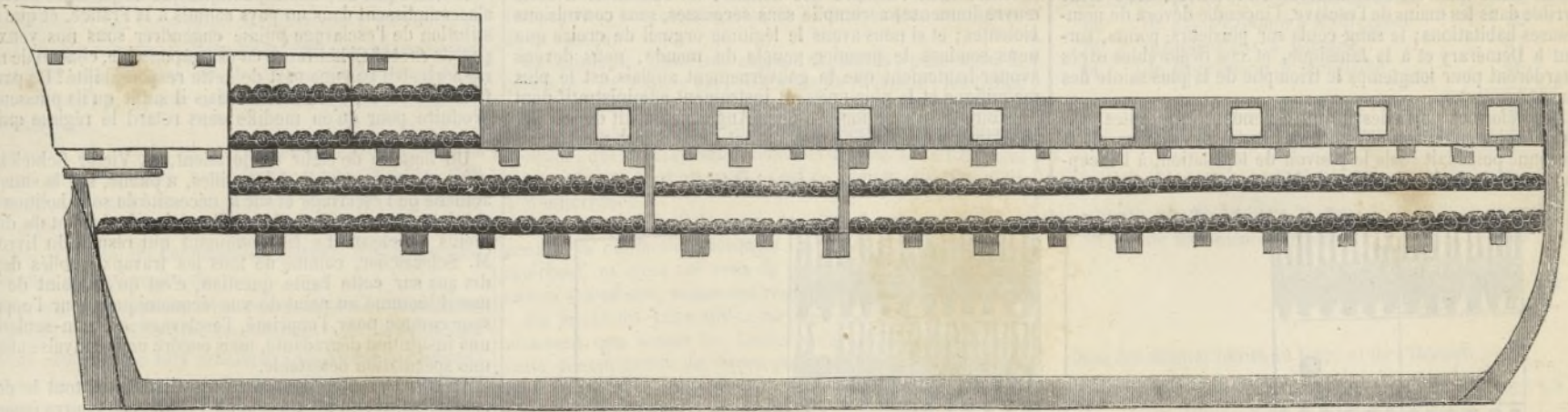
Les fameux traités contre lesquels l'opinion publique a si énergiquement protesté naguère, opposent aujourd'hui au commerce des esclaves un obstacle salutaire sans doute, mais insuffisant. On continue à faire la traite, moins ostensiblement il est vrai ; le prix des esclaves n'est plus coté publiquement comme celui du plus vil bétail, mais ce trafic dégradant n'a pas cessé ; la chair humaine trouve encore, sur la côte d'Afrique, des vendeurs et des acheteurs barbares, et les vignettes que nous publions ont été copiées d'après nature sur un navire négrier capturé en 1842.

Nulles mesures, quelque énergiques qu'elles soient, pénalité, surveillance, droit de visite, et nous savons avec quelle rigueur intéressée ce droit est exercé par les navires anglais, rien ne sera donc efficace pour empêcher la traite tant que les colonies à esclaves lui offriront un débouché. Les justes susceptibilités de notre orgueil national ne sauraient d'ailleurs se plier longtemps aux exigences de pareilles mesures, fussent-elles seules capables de prévenir ce commerce odieux.

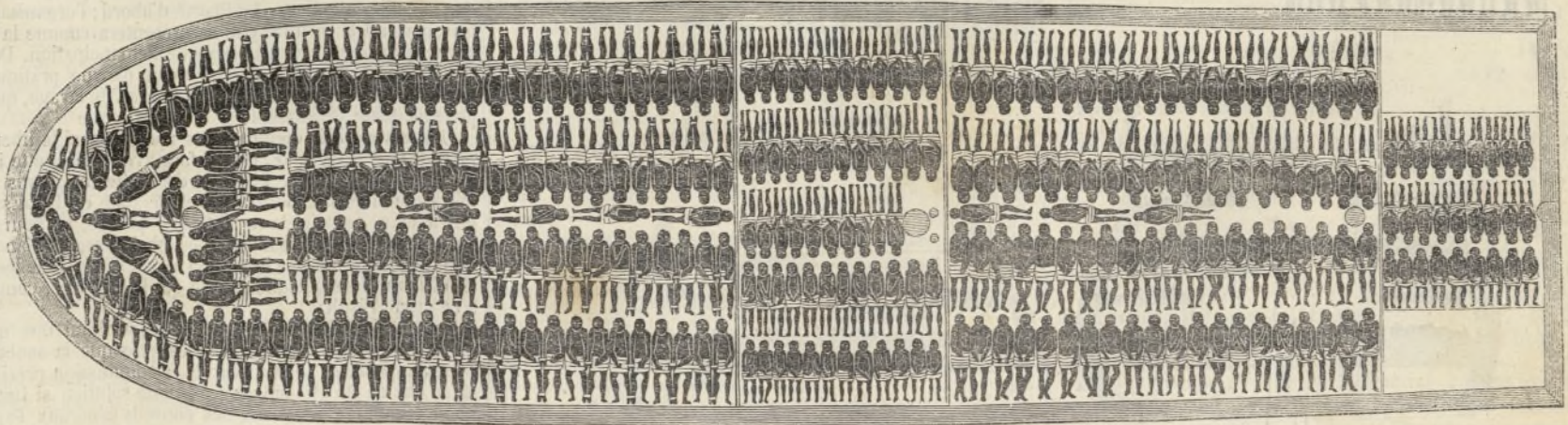
Mais il n'en est pas ainsi. Le droit de visite est un palliatif momentané dont l'application cessera avec le mal qu'il doit



(Négrier chargeant ses noirs.)



(Coupe de profil d'un navire négrier.)



(Vue de la batterie basse d'un navire négrier.)

révenir; c'est à attaquer le mal lui-même, c'est à effacer de nos Codes ce nom affreux d'esclavage, indigne des nations chrétiennes, que les hommes d'Etat doivent appliquer leur puissance et leur énergie. Alors seulement la traite et les crimes qu'elle enfante cesseront d'affliger le monde, et notre pavillon ne couvrira plus ces spéculations indignes dont la honte rejaillit sur toutes les nations civilisées.

L'Angleterre nous a devancés dans cette voie: elle a émancipé ses esclaves, et la France, dans l'intérêt de son honneur, de sa propre dignité, ne peut tarder à suivre ce généreux exemple. Déjà des travaux considérables, et surtout le rapport de la commission présidée par M. le duc de Broglie, ont préparé les éléments de cette œuvre nationale, qui doit être une des gloires de notre siècle.

Ce travail si remarquable jette un jour nouveau sur les nombreuses questions qui se rattachent à celle de l'émancipation. Mais avant d'examiner l'état actuel de l'esclavage dans nos colonies, il importe d'apprécier les conséquences de l'acte pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises.

II.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE DANS LES COLONIES ANGLAISES. — ÉTAT ACTUEL DE L'ESCLAVAGE DANS NOS COLONIES.

Il y a vingt ans aujourd'hui (13 mai 1823) que, sur la proposition de M. Buxton, le collègue et l'ami de l'honorable Wilberforce, et sur les observations de M. Canning, la Chambre des Communes adopta une motion qui servit de base et de point de départ à l'acte d'abolition. Elle proclama qu'il était expédient d'adopter des mesures décisives et efficaces pour améliorer la condition des esclaves dans les pays placés sous la domination anglaise. Prévoyant que de semblables mesures amèneraient progressivement l'amélioration des facultés morales de la population esclave, et la rendrait bientôt digne de la liberté et de la participation aux droits et privilèges civils, la Chambre émettait le vœu d'une prompte exécution dès qu'elle serait compatible avec le bien-être des esclaves et la sécurité des colonies.

Lord Bathurst, alors secrétaire d'Etat des colonies, soumit aussitôt à l'examen des diverses législatures coloniales les points principaux sur lesquels le gouvernement voulait être éclairé, et les objets sur lesquels devaient d'abord porter la réforme et les améliorations sollicitées par le Parlement. La nécessité de l'enseignement religieux, l'admission du témoignage des esclaves devant les cours de justice, l'institution du mariage; l'abolition définitive de toute taxe sur les affranchissements, la vente des esclaves pour dettes de leurs propriétaires, la réforme du système pénal et l'affranchissement, pour les femmes, de la punition du fouet, la nécessité d'assurer aux esclaves la jouissance des propriétés quelconques qu'ils étaient aptes à posséder, et la création de banques d'épargne instituées à cet effet, telles furent les questions soumises à l'examen et aux délibérations des législatures locales.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, les colons repoussèrent obstinément d'abord tout projet de réforme, et l'intervention du Parlement métropolitain dans la législation coloniale fut déclarée inconstitutionnelle. Sur plusieurs points, les esclaves, enhardis par des espérances de liberté et irrités des résistances de leurs maîtres, se soulevèrent; l'incendie, cette arme terrible dans les mains de l'esclave, l'incendie dévora de nombreuses habitations; le sang coula sur plusieurs points, surtout à Demerary et à la Jamaïque, et ces déplorables excès retardèrent pour longtemps le triomphe de la plus sainte des causes.

Des réformes partielles furent cependant introduites, par les pouvoirs coloniaux eux-mêmes, dans les colonies où la couronne possédait seule le pouvoir de législation, à l'exception toutefois de Honduras et de Maurice. Parmi les colonies

ayant des chartes, les Bahamas, la Barbade, la Dominique, la Grenade, la Jamaïque, Saint-Vincent et Tabago adoptèrent seules quelques améliorations, dont la plupart portaient sur le système pénal et le droit de propriété des esclaves.

Notre révolution de Juillet, qui eut en Angleterre de si longs et de si généreux échos, hâta sans contredit le grand acte de délivrance. En 1851, la couronne donna elle-même l'exemple aux colonies, en prononçant l'affranchissement immédiat et général des esclaves qui lui appartenaient. Une circulaire fut adressée à cet effet, par le vicomte Goderich, à tous les gouverneurs de colonies à esclaves. Cette déclaration et les dispositions diverses qui en furent la conséquence (1), excitèrent d'unanimes et énergiques protestations à Sainte-Lucie, à la Trinité, à Demerary et à Maurice. La Chambre des Communes dut prendre en considération cet état de choses, et, pour éviter de nouvelles collisions, elle nomma un comité chargé de proposer les moyens de concilier la liberté à donner aux esclaves avec l'intérêt des maîtres.

Le rapport de ce comité ne fit que constater la gravité du mal, mais il ne formula aucun moyen de le faire cesser. La situation du gouvernement était dangereuse; placé entre la nécessité de sévir contre les colons pour assurer l'exécution des mesures qu'il avait prescrites, ou de céder devant leur attitude menaçante, et de s'exposer ainsi au soulèvement de la population esclave et au rejet indéfini de toute tentative d'émancipation, il prit une résolution hardie et décida l'émancipation générale.

Lord Stanley, secrétaire d'Etat des colonies, soumit au Parlement (mai 1853) le projet d'abolition. Le 12 juin 1853 ce grand acte fut voté, et la couronne le sanctionna le 28 août suivant.

Un système d'apprentissage sagement conçu ménagea la transition du travail forcé au travail libre. Les esclaves devenus apprentis travailleurs (*apprenticed labourers*) étaient divisés en trois classes, et le temps de leur apprentissage était fixé à quatre et à six ans; pendant ce temps leur travail, dont la durée était déterminée, appartenait aux personnes qui y auraient eu droit s'ils fussent demeurés esclaves. Une somme de 20 millions de livres sterling (300 millions) fut affectée aux indemnités que le gouvernement devait aux maîtres expropriés. L'affranchissement était en effet une expropriation forcée pour cause de moralité publique.

Des ordres généraux, transmis par le secrétaire d'Etat des colonies, assurèrent l'exécution de cet acte et prescrivirent les mesures d'ordre et les dispositions réglementaires nécessaires pour coordonner un mouvement aussi vaste. Le gouvernement anglais et les Chambres déployèrent dans ces circonstances une activité, une harmonie dont notre gouvernement parlementaire offre peu d'exemples, et qu'on ne saurait trop lui proposer pour modèle. Ainsi, le 16 novembre 1853, le ministre des colonies adressait au ministre des finances une lettre par laquelle il lui demandait de proposer une allocation de 20,000 livres sterling (300,000 francs) pour l'établissement d'écoles normales primaires consacrées à l'enseignement des noirs; plus, une somme de 3,000 livres sterling (45,000 francs) pour l'entretien de ces écoles. Neuf jours après, le 25 novembre, le ministre pouvait annoncer aux gouverneurs des colonies que le Parlement avait non-seulement voté, à l'unanimité, les sommes demandées, mais encore qu'il avait témoigné le vœu que les législatures coloniales concourussent à répandre dans la population affranchie le bienfait de l'éducation religieuse.

Rien, dans l'histoire des nations, ne ressemble à cette œuvre immense, accomplie sans secousses, sans convulsions violentes; et si nous avons le légitime orgueil de croire que nous sommes le premier peuple du monde, nous devons avouer hautement que le gouvernement anglais est le plus magnifique et le plus puissant instrument administratif dont l'histoire fasse mention. Ce que l'Angleterre a fait depuis dix ans dans ses colonies porte le cachet d'une gloire nouvelle, à

laquelle nulle gloire ne peut être comparée. Alexandre, César, Charlemagne, Bonaparte, ont rempli la terre de leurs noms et de leurs triomphes, mais ils ont soumis et humilié les peuples; des champs de travail ils ont fait des champs de bataille; c'est dans le sang humain qu'ils ont assis la puissance de leur force et de leur génie; l'Angleterre a racheté en un jour toutes les infamies et toutes les horreurs de sa politique, elle a appelé 800,000 esclaves à la liberté. Grande et glorieuse conquête dont l'Inde et l'Irlande, ces deux plaies douloureuses de la Grande-Bretagne, ne ternissent pas l'éclat.

Longtemps indécise, l'opinion est aujourd'hui fixée sur les résultats de l'émancipation anglaise. La liberté, qui d'abord, avait apporté quelques désordres dans le fait de la production et du travail, leur est aujourd'hui favorable. Mais il est évident que les perturbations dont tous les grands centres industriels sont le théâtre, et qui sont les fruits amers du système de concurrence et d'isolement, ces perturbations, disons-nous, devront surtout se manifester dans les colonies émancipées. La prévision de cette crise, qui ne saurait être éloignée, et qui sera plus grave encore pour les colonies que pour les industries continentales, doit éveiller toute la sollicitude des hommes d'Etat. Emanciper, ce n'est que la moitié de la tâche; pour la compléter il faut organiser le travail et y introduire l'ordre, non cet ordre public qui ne sait que réprimer et punir, mais l'ordre qui vivifie, double les forces de la production et l'aisance des travailleurs.

Mais la France est loin encore de ces difficiles problèmes. Depuis dix ans que l'Angleterre a émancipé tous les noirs de ses colonies, qu'avons-nous fait, nous, le peuple le plus hardi, le plus généreux, le plus chevaleresque, le plus aventureux entre tous les peuples? qu'avons-nous fait pour nos colonies? qu'avons-nous fait pour améliorer le sort des 250,000 esclaves qui y sont dispersés? qu'avons-nous, ou plutôt qu'a-t-elle produit cette merveilleuse machine parlementaire si féconde en vaines paroles? Rien, hélas! Les années s'écoulent, les sessions législatives passent, et nulle résolution généreuse, nulle grande idée n'éclot sous les stériles efforts de ces assemblées chétives. Ce n'est point ici le lieu de tirer les conséquences d'un fait déjà si triste à constater; mais dans le sujet qui nous occupe, en présence d'une population esclave qui attend de nous sa liberté; lorsque depuis dix ans l'Angleterre, qui, en fait d'honneur et de moralité, ne devrait marcher qu'à notre suite, nous a frayé la route où nous aurions dû entrer les premiers, et que nous n'osons aborder encore, ce n'est pas au peuple qu'il faut s'en prendre, c'est au gouvernement qu'il faut reprocher son indolence et son incapacité.

Qu'on nous pardonne ce cri d'impatience et de douleur; mais sans exposer ici tous les crimes, tout l'abaissement que produit l'esclavage; sans vouloir faire un horrible tableau des tortures et de la dégradation des esclaves, un fait récent peut suffire pour justifier nos plaintes. Dans une de nos colonies, à une journée de Cayenne, il y a quelques mois à peine, un misérable, maître d'une douzaine d'esclaves, a fait fouetter pendant six heures, sous les yeux de sa pauvre mère esclave aussi, un pauvre enfant de douze ans; et après avoir épuisé tous les raffinements de la cruauté, quand le corps saignant n'a plus laissé une seule place au fouet du bourreau, l'enfant, qui respirait encore, a été pendu; et sa mère n'a pas osé élever la voix; elle n'a pas même osé montrer ses larmes. La Cour d'assises qui a constaté ces faits, dont nous n'oserions pas transcrire les détails, a condamné le meurtrier à huit ans de travaux forcés.

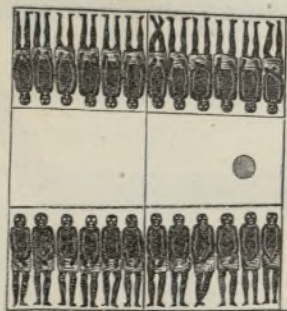
N'est-ce pas une honte publique que de pareilles horreurs s'accomplissent dans un pays soumis à la France, et que l'institution de l'esclavage puisse engendrer sous nos yeux de pareils excès? Si la France en est responsable, chacun de nous ne porte-t-il pas une part de cette responsabilité? De pareils faits sont rares, Dieu merci! mais il suffit qu'ils puissent se produire pour qu'on modifie sans retard le régime qui les fait naître.

Un homme de cœur et de talent, M. Victor Schœlcher, qui a récemment visité les Antilles, a publié, sur la situation actuelle de l'esclavage et sur la nécessité de son abolition immédiate, une œuvre remarquable pleine de faits et de documents précieux. Le fait dominant qui résulte du livre de M. Schœlcher, comme de tous les travaux publiés depuis dix ans sur cette haute question, c'est qu'au point de vue moral, comme au point de vue économique, pour l'opprimeur comme pour l'opprimé, l'esclavage est non-seulement une institution dégradante, mais encore une mauvaise affaire, une spéculation détestable.

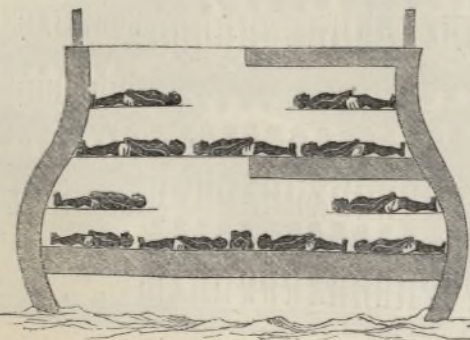
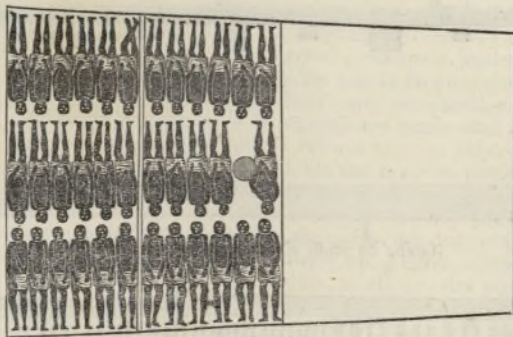
La liberté seule donnera au travail colonial tout le développement dont il est susceptible; seule, elle pourra féconder ces terres généreuses que la nature a si prodigieusement douées; seule, elle pourra effacer ces préjugés de couleur, si puissants encore aujourd'hui, et qui, vus de la métropole, ne sont plus que ridicules et odieux. La liberté d'abord; l'organisation du travail viendra ensuite, elle se présentera comme la conséquence nécessaire, inévitable de l'émancipation. Déjà des esprits éminents ont étudié au point de vue pratique cette dernière question; mais avant tout, que l'esclavage, que cette plaie honteuse disparaisse!

Une grande idée domine notre époque, et si la liberté doit faire le tour du monde, elle le fera avec elle; cette idée est celle de l'association. Dans l'ordre religieux, dans l'ordre moral, politique et industriel, l'association est la loi suprême de l'avenir. Associer la royauté et le peuple, les bourgeois et les ouvriers, les musulmans et les chrétiens, les blancs et les noirs, telle est l'œuvre imposée à notre siècle. Que les efforts de chacun, dans quelque sphère qu'il soit placé, contribuent à ce grand résultat!

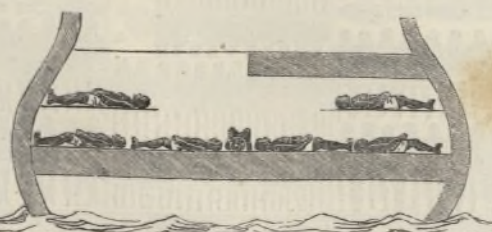
La question de l'esclavage est aujourd'hui une question plaidée et jugée; il ne lui manque plus que la sanction des pouvoirs publics. Les travaux de la commission présidée par M. le duc de Broglie ont préparé cette solution si impatiemment attendue; les vœux des conseils-généraux l'appellent avec impatience. Chacun a fait son devoir, que l'Etat fasse le sien!



(Vue des deux étages situés à l'arrière au dessus des deux batteries.)



(Coupes de face de navires négriers à une et à deux batteries.)



sortie, on fait un étrange vacarme à notre porte. Le portier surpris, se lève. « Eh vite ! eh vite ! monsieur un tel se meurt ! il a été pris d'un mal subit et inconnu : il demande son confesseur, le père Dominique. » On court éveiller le père Dominique. Tandis qu'il s'habille, dom Sulzer, qui était comme son *famulus*, court à la sacristie chercher le viatique et les saintes huiles. Mais notez bien qu'il les garda sur lui, non pas avec intention, mais par hasard, ou plutôt par l'ordre secret de la Providence. Le père Dominique ne prit que son bréviaire sous le bras et son bâton à la main. Ils se mettent en route tout seuls ; les domestiques étaient retournés près de leur maître, sachant bien que le père Dominique n'avait pas besoin de guide pour trouver la maison. C'était au milieu de l'automne, pendant la pleine lune ; la nuit était douce et claire, et l'on distinguait très-loin dans la campagne, car il faisait blanc comme de jour. Ils suivaient côte à côte un chemin bordé de haies. Quand je dis qu'ils étaient seuls, je ne compte pas un jeune chien élevé par dom Sulzer, qui les suivait et qui tout à coup se mit à hurler d'une façon lamentable. Après avoir inutilement essayé de le faire taire, ils prirent le parti de le laisser pleurer. Trente pas plus loin le chien se tut de lui-même et se blottit dans un buisson. « Diable soit de la bête ! dit le père Dominique impatient. Il va nous retarder. Laisse-le ! » Comme, il achevait ces paroles, ils virent devant eux, plantée au milieu du chemin, la figure de celui qu'ils croyaient agonisant dans son lit. « Où allez-vous ? leur demanda-t-il d'une voix grave. — On est venu nous dire que vous étiez à toute extrémité. J'allais vous confesser et vous donner l'extrême-onction. — N'allez pas plus loin ! Je suis mort ! La justice de Dieu m'a surpris dans l'impénitence finale : je suis damné ! damné pour avoir différé ma conversion ; damné à cause de votre faiblesse coupable et de votre lâche indulgence. C'est vous qui m'avez précipité dans une éternité de douleurs. Vous qui êtes l'auteur de ma misère, il est juste que vous la partagiez. Venez donc ! » En parlant ainsi, le mort allongea le bras et toucha l'épaule du père Dominique. Au même instant, sans bruit, sans secousse, ils disparurent tous deux, comme une fumée qui s'évanouit en l'air !... Dom Sulzer revint à l'abbaye. Il fut trois mois malade de la terreur qu'il avait éprouvée. On croyait qu'il succomberait ; il guérit cependant ; mais personne, depuis cette époque, n'a l'a jamais vu rire.

« Et savez-vous la place exacte où s'est accompli ce miracle ? C'est celle où nous sommes assis. Retournez-vous : voilà, sur notre tête, la croix qui a été élevée en commémoration. On l'appelle la *croix du damné* ! »

F. G.

(La suite à un prochain numéro.)

Le Commissaire-Preneur.

On trouve dans les poètes antiques vingt-quatre manières différentes de représenter le Destin. Je viens d'en inventer une vingt-cinquième. Mon intention n'est pas de demander un brevet.

Suivant moi, qui ne suis ni un poète antique, ni un poète moderne, le Destin porte un habit noir, une cravate blanche, des breloques et pas de sous-pieds. Le Destin a du ventre et une voix de basse-taille ; il flotte entre trente et soixante ans ; il prise dans une tabatière qui peut être en or, mais qui n'est jamais en buis, et il porte à la main un marteau, emblème de sa puissance.

Le Destin, selon moi, est un commissaire-preneur. J'ai vu bien des gens suspendus à ses lèvres comme à celles d'un oracle, attendre avec une impatience fiévreuse le premier mot, ou plutôt le dernier mot qui allait sortir de sa bouche. Je conçois l'orgueil du commissaire-preneur ; il y a des moments où il peut se croire dieu.

J'ai vu adjuger ces jours derniers une statue d'une célébrité européenne. Le combat a duré longtemps. A la fin, deux athlètes restaient seuls sur le turf artistique ; tous deux vigoureux, tous deux décidés à vaincre ou à mourir. Trente ! trente-cinq ! quarante ! cinquante mille francs ! Les bottes sont vigoureuses, l'attitude des combattants pleine de fermeté ; mais voici que les forces baissent, les assaillants ne se portent plus que des coups de mille, deux mille, trois mille francs de plus ! Dans ce moment suprême, à qui le sort accorde-t-il la victoire ? Sur quelle somme le Destin frappera-t-il le fatal coup de marteau ? Demandez-le au commissaire-preneur.

Je suppose que deux nations se disputent un chef-d'œuvre, que le roi de Grèce Othon, par exemple, fasse mettre aux enchères les bas-reliefs du Parthénon ; le rôle du commissaire-preneur atteint des proportions surhumaines. Il dispense souverainement la gloire à un pays.

Mais ce n'est pas tout encore. On a parlé de l'influence du notaire et du médecin sur la société moderne. Je soutiens que le commissaire-preneur pourrait avoir pour le moins autant d'influence qu'eux. Par l'inventaire, il pénètre dans le cœur des familles ; par les secrets de l'ameublement, il devine les secrets du caractère ; par la mise à prix, il mesure le degré des sentiments. Comment dérober quelque chose à l'examen d'un homme pour lequel les armoiries n'ont pas de tiroirs secrets, qui sait tout ce qui se cache derrière les plus gros in-folio

des bibliothèques, qui met la main sur les paquets noués de faveurs roses oubliés au fond d'un guéridon ! Le commissaire-preneur sait le prix que vous mettez à vos reliques de famille, au portrait de votre mère, aux bagues de votre femme, à l'épée de votre aïeul. Le commissaire-preneur est un confesseur.

Malheureusement il est sceptique.

La monographie du commissaire-preneur nous entraînerait trop loin. Le métier est un des plus difficiles à exercer qui soient au monde. Il demande de l'éloquence et de la probité.

Le commissaire-preneur serait presque artiste, si la sensibilité ne lui était pas interdite. Il faut qu'il vende avec la même impassibilité le lit doré du riche que ses enfants mettent à l'encan, et le grabat du pauvre saisi par un avaricieux créancier. Son indifférence est une partie de son talent. Ce n'est pas la seule profession de notre temps qui demande les mêmes qualités, ou plutôt les mêmes défauts.



Les Chemins de Fer en France.

La loi qui décrète la construction des chemins de fer en France est celle du 11 juin 1842.

Nous ne voulons faire ici ni l'éloge ni la critique de cette loi ; nous la prenons comme un fait heureux, puisqu'elle a déjà des résultats visibles, puisqu'elle a fait cesser l'état d'incertitude qui pesait sur le pays, et que du jour de sa promulgation datent les études sérieuses qui en ce moment sillonnent la France entière.

Nous voulons seulement aujourd'hui faire connaître le réseau voté et les conditions du concours de l'Etat et des compagnies, à la construction et à l'exploitation des lignes de ce réseau.

Le ministre, dans son exposé de motifs, pose ainsi la question : « L'Etat, c'est l'ensemble du royaume ; les lignes de l'Etat, les lignes gouvernementales, si je puis m'exprimer ainsi, sont donc celles qui intéressent le royaume entier, qui le traversent d'une extrémité à l'autre, qui joignent le nord au midi, l'est à l'ouest, l'Océan à la Méditerranée. »

Voilà donc défini le réseau des grands chemins de fer, ceux à la confection desquels l'Etat est plus directement intéressé, et c'est sur ceux-là que vont se porter d'abord toutes ses efforts, toutes ses ressources.

En jetant les yeux sur la carte ci-après, on reconnaît aisément que toutes les lignes votées répondent bien à cette dénomination de lignes gouvernementales. L'art. 1^{er} de la loi du 11 juin est ainsi conçu : « Il sera établi un système de chemins de fer se dirigeant : 1^o de Paris

Sur la frontière de Belgique, par Lille et Valenciennes ;
Sur l'Angleterre, par un ou plusieurs points du littoral de la Manche, qui seront ultérieurement déterminés ;
Sur la frontière d'Allemagne, par Nancy et Strasbourg ;
Sur la Méditerranée, par Lyon, Marseille et Cette ;
Sur la frontière d'Espagne, par Tours, Poitiers, Angoulême, Bordeaux et Bayonne ;
Sur l'Océan par Tours et Nantes.
Sur le centre de la France, par Bourges ;
2^o De Bordeaux à Cette, par Toulouse.
De la Méditerranée au Rhin, par Lyon, Dijon et Mulhouse.

On voit que pour quelques-unes de ces lignes, les points extrêmes seulement sont indiqués ; pour d'autres, il y a des points intermédiaires obligés ; pour celle d'Angleterre enfin, le point ou les points où devront aboutir le ou les chemins de fer sont encore en litige. Nous avons indiqué sur la carte les différents tracés qu'on étudie en ce moment pour résoudre la question.

On peut y suivre également les prétentions rivales qui s'agitent autour des tracés de Paris à Dijon et de Paris à Nancy. Doit-on adopter un tronc commun pour ces deux

lignes ? Le chemin de Lyon passera-t-il par les vallées de l'Yonne, de la Seine, de l'Aude ? aboutira-t-il à la gare de l'Hôpital ou à la barrière des Vertus ? Le chemin de Nancy passera-t-il par les plateaux, par la vallée de la Marne, ou par Creil, Soissons et Reims ? Telles sont les questions qui se débattent en ce moment, mais dont aucune n'est encore résolue.

Disons un mot du système mixte consacré par la loi. Trois puissances sont appelées à concourir à la confection des chemins de fer. L'Etat, qui a intitulé ses lignes gouvernementales, fait les frais de la construction, terrassements et ouvrages d'art, et de l'achat du tiers des terrains nécessaires à l'assiette du chemin. Les communes qui doivent retirer un avantage immédiat de l'établissement de la ligne, contribuent pour les deux tiers des terrains ; l'Etat se charge des avances ; enfin l'industrie privée arrive avec le sable, la voie de fer et le matériel d'exploitation : c'est à elle que reste le chemin pendant un temps déterminé.

Voilà en résumé le système de la loi du 11 juin : Cession des terrains par les communes, construction par l'Etat, exploitation par les compagnies, fortune générale, fortune locale, fortune privée, tels sont les trois éléments mis en jeu pour arriver à la réalisation d'une des plus grandes œuvres des temps modernes.

La France, comme le constate la carte que nous mettons sous les yeux du lecteur, n'était cependant pas complètement privée de ces voies de communication rapides ; elle a déjà, en exploitation ou sur le point d'être terminés, 960 kilomètres, ou 240 lieues de chemins de fer ; mais, en général, ils n'ont aucun rapport entre eux, forment des entreprises isolées d'intérêt privé, et ne peuvent se compléter et prendre tout leur développement que lorsqu'un système général et bien entendu leur donnera les facilités de transit et d'écoulement qui leur manquent.

Autour de Paris, rayonnent déjà cinq chemins :

Le chemin de Paris à Saint-Germain	49 kil.
Id. de Paris à Versailles (rive droite)	25
Id. de Paris à Versailles (rive gauche)	17
Id. de Paris à Rouen	156
Id. de Paris à Orléans et Corbeil	145

Total 540 kil.
ou 85 lieues.

Les chemins de Rouen et d'Orléans doivent être mis en exploitation au mois de mai prochain. Au chemin de Rouen, il faut ajouter le chemin du Havre, qu'une compagnie particulière est sur le point d'entreprendre.

Au chemin d'Orléans doivent aboutir le chemin de Vierzon et celui de Tours. On sollicite en même temps la prolongation de l'embranchement de Corbeil, pour servir de tête au chemin de Marseille.

Dans les départements de la Loire et du Rhône, il y a :

Le chemin de fer de Lyon à Saint-Etienne	58 kil.
Id. de Saint-Etienne à Andrezieux	22
Id. d'Andrezieux à Roanne	67
Id. de Montbrison à Montrond	16

Total 165 kil.
ou 41 lieues environ.

Dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin :

Le chemin de Strasbourg à Bâle	140 kil.
Id. de Mulhouse à Thann	19

Total 159 kil.
ou à peu près 40 lieues.

Dans les départements du Gard et de l'Hérault :

Le chemin de Montpellier à Cette	27 kil.
Id. de Montpellier à Nîmes (en cours d'exécution)	51
De Nîmes à Alais et Beaucaire, et à la Grand-Combe	90

Total 168 kil.
ou 42 lieues.

Dans le département du Nord :

Le chemin d'Anzin à Saint-Waast et Denain	16 kil.
Id. de Lille à la frontière belge	15
Id. de Valenciennes à la frontière belge	14

Total 45
ou 12 lieues.

Dans la Gironde :

Le chemin de Bordeaux à la Teste	52 kil.
--	---------

ou 15 lieues.

Il faut ajouter environ 50 kilomètres comprenant des petits chemins d'exploitation de mines, dont quelques-uns transportent des voyageurs, et l'on verra qu'entre les sept à huit cents lieues qui forment le réseau voté par les



Chambres, et dont l'exécution commence déjà, on peut compter deux cent quarante ou deux cent cinquante lieues qu'on exploite ou qu'on est sur le point d'exploiter.

Algérie.

DESCRIPTION GÉOGRAPHIQUE.

(Suite. — Voyez page 48.)

DESCRIPTION DE LA PROVINCE D'ORAN. — La province d'Oran contient non-seulement tout le territoire qui formait anciennement la Mauritanie Césarienne, mais encore une grande partie du bassin du Chelif. Ses limites sont, à l'est, l'ancien beylik de Titteri; à l'ouest, le Maroc; au sud, le désert; au nord, la Méditerranée. La nudité presque complète et le dé-

boisement à peu près général de la partie de la province qui avoisine la mer, frappent désagréablement les yeux. Les populations nomades qui parcourent ce pays sont cause de cette désolation. Les Arabes n'ont jamais planté, mais constamment détruit par le parcours des troupeaux et l'incinération des pâtu-



rages. La côte a peu de bons abris pour les navires de grande dimension; cependant les ports de Mers-el-Kebir et d'Arzew peuvent recevoir des bâtiments de guerre.

Rivières. — Les principaux cours d'eau de la province d'Oran sont : le Chelif, le Rio-Salado (Oued-el-Maleh), l'Harrah, surnommé Macta (gué), à son embouchure, le Sig, l'Oued-el-Hammam (rivière du Bain), la Mina, l'Oued-Foddah (rivière d'Argent).

Le Chelif, qui sort par soixante-dix sources du pied des monts Ouennaseris, est la rivière la plus considérable de l'Algérie, tant à cause de la longueur de son cours que du volume de ses eaux. Les Arabes l'appellent le roi des fleuves, et prétendent, avec leur exagération habituelle, que, comme le Nil, il croît en été. Le Chelif a son embouchure au-dessus de

Mostaganem, et ne paraît navigable, en remontant son cours, que dans une longueur de sept ou huit lieues au plus.

Villes. — Les principaux points de la province sont, après Oran, Mascara, Tlemcen, Mostaganem, Mazagran, Arzew.

Oran, en arabe Ouahran, est bâti au bord de la mer dans une position très-pittoresque. Cette ville s'élève sur deux collines séparées par un ravin assez profond, dans lequel coule un ruisseau (Oued-el-Rahhi, rivière des Moulins), dont la source est légèrement thermale. Les deux prin-



(Mustapha ben Ismaël.)

cipaux quartiers de la ville sont situés à droite et à gauche de ce ravin, qui débouche sur la plage, où se trouve un autre quartier appelé la *Marine*, moins considérable que les deux premiers. Oran a été occupé par les Espagnols pendant près de trois siècles. Des travaux prodigieux de communications souterraines et de galeries de mines, un magnifique magasin voûté avec un premier étage sur le quai Sainte-Marie, une darse, et sept autres magasins taillés dans le roc, des casernes, trois églises, un colysée, ou salle de spectacle, tel est l'ensemble des ouvrages élevés par les Espagnols dans un lieu qui avait mérité d'être appelé, pour ses agréments, la *Corte Chica* (la Petite Cour). Un tremblement de terre, survenu dans la nuit du 9 octobre 1790, causa d'affreux ravages dans la ville. Deux ans après, en mars 1792, les Espagnols l'évacuèrent, l'abandonnant au bey Mohammed, gouverneur de la province pour les Turcs. Après la conquête d'Alger, le commandant de l'armée française envoya des troupes prendre possession d'Oran, dans les premiers jours d'août 1830. A la nouvelle de la révolution de Juillet, les troupes furent rappelées à Alger. Oran, momentanément cédé au bey de Tunis, après avoir été occupé une seconde fois, le 10 décembre 1830, le fut d'une manière définitive le 18 août 1851.

L'importance d'Oran n'est pas uniquement concentrée dans la ville et ses fortifications; elle repose aussi sur le port qui est à *Mers-el-Kebir*, éloigné de cinq milles par mer, ou d'une heure trois quarts de marche par terre, dans la direction du nord. Ce port naturel est entouré de hauteurs et remarquable



(Colonel Cavaignac.)



(Colonel Jusuf.)

par sa profondeur ; la tenue de son fond est bonne : une escadre composée des plus gros vaisseaux peut s'y réfugier facilement.

Mascara est une ancienne ville arabe située à 84 kilomètres sud de Mostaganem et à 92 kilomètres sud-est d'Oran. On n'a que des données fort incertaines sur l'origine de Mascara. Selon les traditions locales, recueillies par les Thalebs (savants), elle aurait été construite par les Berbers, sur les ruines d'une cité romaine. L'étymologie du mot *Mascara*, soit qu'elle vienne de *Omm' Asker* (la mère des soldats), ou, plus simplement, de *M'asker* (lieu où se rassemblent les soldats), atteste une réputation guerrière, qui semble justifiée par tout ce que nous savons de son histoire. Mascara se divise en quatre parties bien distinctes : Mascara proprement dit, Rekoub-Ismaïl, Baba-Ali (le père Ali) et Ain-Beidha (la source Blanche). Ces trois dernières parties peuvent être regardées comme des faubourgs de la ville, qui se trouve à leur centre. La ville est percée de trois rues principales : elle a deux places publiques, une mosquée et deux fondouks (marchés). Les maisons, bâties comme celles des autres villes de l'Algérie, s'élèvent rarement au-dessus du rez-de-chaussée. Mascara, du temps des Turcs, était la résidence des beys de la province, jusqu'au moment où les Espagnols évacuèrent Oran. Abd-el-Kader l'avait placée sous l'autorité immédiate d'un kaid. L'industrie, dans ces dernières années, était presque nulle à Mascara. On y fabriquait cependant encore quelques-uns de ces burnous noirs, renommés par leur élégance et leur solidité, des tapis, des burnous blancs et des haïks (tuniques de laine) de qualité inférieure.

L'armée française s'empara de Mascara le 5 décembre 1855, et s'en éloigna le 8, après avoir détruit l'artillerie et le matériel de guerre qu'Abd-el-Kader y avait déposés. Elle en a pris de nouveau possession le 30 mai 1841, et, depuis, une forte garnison y a été constamment laissée.



(Mascara.)

son entrée le 15 janvier 1856. Mais, le 12 juillet 1857, nos soldats l'évacuèrent en vertu du traité conclu à la Tafna, le 30 mai 1857, entre le général Bugeaud et Abd-el-Kader, qui en est resté maître pendant plus de quatre années, et qui en avait fait la capitale de la région occidentale, ou du Gharb, à la tête de laquelle il avait placé un khalifah. Tlemcen a été

de son niveau. Elle est arrosée par différents cours d'eau. Son territoire est un des plus fertiles de la province. La vigne y est cultivée et ses produits non-seulement suffisent à la consommation locale, mais sont encore l'objet d'un commerce assez considérable. Les chroniques musulmanes font remonter au douzième siècle la fondation de la ville arabe de Mostaganem. Gouvernée d'abord par le chef sarrasin Yousouf, elle serait ensuite tombée aux mains d'un autre chef, Ahmed-el-Abd, dont les descendants auraient conservé cette place jusqu'au seizième siècle, où les Turcs s'en emparèrent, sous le commandement de Khaïr-Eddin, surnommé Barberousse. Un corps français a pris possession de Mostaganem, le 29 juillet 1855.

Mazagan, dont l'héroïque valeur d'une poignée de Français a immortalisé le nom, est situé à l'ouest et à une distance d'environ 7,000 mètres de Mostaganem. Cette petite ville ruinée occupe le versant d'une colline assez roide et forme un grand triangle, au sommet duquel se trouve un réduit. Ainsi exposé, ce réduit domine la plaine, la mer et le bas de la ville. Lorsqu'une garnison française fut, en 1855, placée à Mostaganem, les habitants de Mazagan abandonnèrent leurs maisons. C'est sur Mazagan, qu'après la rupture du traité de la Tafna, Abd-el-Kader, à deux reprises, a dirigé ses premiers coups et ouvert les hostilités dans la province d'Oran. La première attaque des Arabes eut lieu le 15 décembre 1859, et la deuxième dura quatre jours et quatre nuits, du 2 au 6 février 1840. Cent vingt-trois soldats du premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique ont tenu tête à plusieurs milliers d'Arabes, et vaillamment repoussé quatre assauts.

Arzew, située sur une colline, à peu de distance de la mer, entre Oran et Mostaganem, est une petite ville construite sur des ruines. Elle a été occupée par l'armée française le 5 juillet 1855. La baie offre un excellent mouillage, pour toutes les saisons, aux bâtiments ordinaires du commerce, et en général à ceux qui sont au-dessous de la force des frégates.

Nous croyons devoir encore mentionner ici, comme appartenant à la province d'Oran, **Misserguin**, village situé à 12 kilomètres sud-ouest d'Oran, et dont les environs sont d'une fertilité remarquable ; **Mazouna**, village bâti sur les bords du Chelif, et à 8 kilomètres de son embouchure ; **Nedroma**, très-petite ville sur le penchant d'une montagne, à 16 kilomètres au sud du cap Hone ; enfin **Kallah**, ville où l'on fabrique beaucoup de tapis.

Abd-el-Kader avait créé dans cette province plusieurs établissements que nos troupes ont successivement visités et ruinés, en 1841 et 1842. **Tagdempt**, à 72 kilomètres est de Mascara ; **Boghar**, à 60 kilomètres au sud-est de Médéah ; **Thaza**, à 48 kilomètres sud-sud-est de Milianah ; **Saida**, à une journée et demie de marche au sud de Mascara ; **Tafraoua**, à une journée au sud de Tlemcen.

(La suite à un autre numéro.)

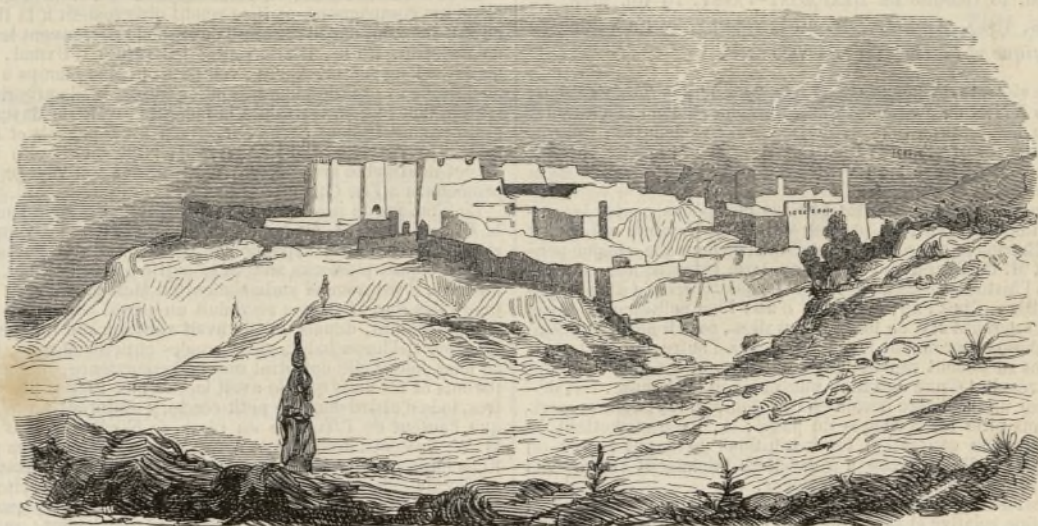


(Tente arabe.)

Tlemcen, à 48 kilomètres de la mer, à 80 environ sud-ouest d'Oran, occupe une admirable position, qui domine tout le pays compris entre le cours inférieur de l'Isser, la Tafna et la frontière de Maroc, et qui lui a fait donner le nom de *Bab-el-Gharb* (porte du couchant). Elle faisait autrefois partie de la Mauritanie Césarienne. Les Romains s'y établirent et la nommèrent *Tremis* ou *Tremici Colonia*. Tlemcen a été longtemps capitale d'un état arabe qui comprenait les villes de Nedroma, Djidjeli, Mers-el-Kebir, Oran. Arzew, Mazagan, Mostaganem. Au huitième siècle, Edris, khalife du Maghreb, et fondateur de l'empire de Maroc, régnait à Tlemcen. En 1515, elle fut prise par Haroudj-Barberousse ; les Espagnols l'en chassèrent en 1518. Elle resta sous leur domination jusqu'en 1545. Les Turcs, à cette époque, s'en emparèrent, et la réunirent, en 1560, à la régence d'Alger, dont elle n'a point été depuis séparée. En 1670, Tlemcen ayant pris parti pour les Marocains contre le bey Hassan, et celui-ci ayant été vainqueur, la ville fut presque entièrement détruite. Elle est mal percée : les rues étroites sont souvent couvertes de treilles, et toujours rafraîchies par de nombreuses fontaines. Les maisons n'ont qu'un étage, et sont, pour la plupart, couvertes en terrasse ; quelques-unes, comme à Alger, communiquent par des voûtes jetées d'un côté de rue à l'autre. La citadelle de Tlemcen, nommée *Méchouar*, située au sud de la ville, est de forme rectangulaire, d'environ 460 mètres sur 280 mètres. Il existe dans l'intérieur une centaine de maisons et une mosquée. Voisine de l'empire de Maroc, dont la limite n'est qu'à douze heures de marche ; voisine également du Désert, qui n'en est guère plus éloigné, Tlemcen est l'entrepôt naturel, et en quelque sorte obligé des caravanes venant de Fez. Après l'expédition du 26 novembre au 8 décembre 1855, qui fit tomber Mascara en notre pouvoir, l'armée française marcha sur Tlemcen, et y fit

de nouveau occupée, le 30 janvier 1842, par les troupes françaises, et de nombreux établissements y ont été créés, pour installer convenablement la division qui y tient garnison.

Mostaganem, qui a pour citadelle Matamore (Matmoura), est assise à un kilomètre de la mer, à 85 mètres au-dessus



(Mostaganem.)

Bulletin bibliographique.

Collection des auteurs latins, publiée sous la direction de M. D. NISARD. Mise en vente du dix-huitième volume, contenant les œuvres complètes de Lucrèce, de Virgile et de Valérius Flaccus, avec la traduction en français. — Paris, 1845. Dubochet. 15 fr.

Cette magnifique collection se continue avec un succès toujours croissant. Le dix-huitième volume qui vient de paraître (la collection doit en avoir vingt-cinq) renferme les plus beaux modèles de la poésie épique chez les Romains et réunit, dans l'ordre chronologique, trois auteurs qui personnifient trois époques bien distinctes de l'histoire de cette poésie : Lucrèce, Virgile, Valérius Flaccus. « Lucrèce, dit M. Nisard dans l'introduction, en représente les vigoureux commencements et la jeunesse déjà virile, Virgile la perfection, Valérius Flaccus la décadence. »

De grands efforts ont été faits pour que les traductions de ces trois auteurs reproduisissent les principaux traits du génie particulier de chacun. Faire sentir ce qu'il y a de hardi et de naïf dans le génie de Lucrèce; montrer, dans la traduction de Virgile, que, dans l'impossibilité d'égaliser ses perfections, on les a du moins senties; marquer légèrement et sans forcer la langue française, de quelle façon la langue latine et le fond même de la poésie se sont altérés dans Valérius Flaccus, tel est l'esprit dans lequel a été traduit ce volume, l'un de ceux qui demandaient le plus de talent et qui ont coûté le plus de travail.

Lucrèce a eu pour interprète un jeune lauréat de l'Université, M. Chaniot; les deux frères de M. Désiré Nisard, M. Auguste Nisard, professeur de rhétorique au collège Bourbon, et M. Ch. Nisard, ont traduit, le premier, Virgile, le second, Valérius Flaccus.

Histoire des Sciences naturelles, depuis leur origine jusqu'à nos jours, chez tous les peuples connus, commencée au collège de France par GEORGES CUVIER, complétée par M. MAGDELEINE DE SAINT-AGY; troisième partie, contenant la deuxième moitié du dix-huitième siècle. Tome IV. In-8 de 22 feuilles 1/2. Paris. Fortin-Masson. Prix : 7 fr.

Les trois premiers volumes de cet important ouvrage avaient paru en 1841. Après un retard de deux années, le tome IV vient d'être mis en vente, et l'éditeur annonce la publication prochaine du tome V et dernier, qui doit contenir la continuation de l'*Histoire des Sciences jusqu'à nos jours* et une critique très-étendue de la philosophie de la nature en Allemagne et en France. Ainsi se trouvera complétée cette magnifique histoire de la civilisation du monde.

M. Magdeleine de Saint-Agy achève d'abord, dans le quatrième volume, l'histoire de la zoologie pendant la première moitié du dix-huitième siècle, puis il fait celle de la botanique. Il passe successivement en revue les flores d'Europe, les voyageurs botanistes, les jardins et les méthodes botaniques de cette période. Enfin, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur diverses monographies, il examine dans leur ensemble les travaux de Linnée et de Buffon.

La seconde moitié du dix-huitième siècle a produit à elle seule, dans les sciences naturelles, un nombre de découvertes comparable à celui de toutes les époques antérieures, car toutes les sciences concoururent dès lors à se perfectionner l'une par l'autre. — Ainsi, par exemple, l'histoire naturelle descriptive, qui est la base de toutes les sciences naturelles, ayant été prodigieusement enrichie par les collections des voyageurs, il en résulta une étude plus approfondie des êtres appartenant aux deux règnes organiques. L'anatomie comparée fournit d'importantes notions à la physiologie, et ces deux sciences réagirent à leur tour sur la zoologie, et même sur la botanique, en y introduisant la méthode naturelle.

Avant d'entreprendre l'histoire des sciences naturelles pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle, M. Magdeleine de Saint-Agy donne d'abord une idée générale de cette importante période, puis il commence par la science de la vie, par la physiologie, parce que c'est elle qui, durant ces cinquante années, a fait la première des progrès remarquables, et parce qu'elle est utile d'ailleurs à l'exposition qui doit suivre des développements de la zoologie. Il analyse et examine séparément les travaux et les découvertes de Haller, de Bonnet, de Spallanzini, de Wolff, de Camper, des deux Hunter, des deux Monro, de Vicq-Azyr, de Hewson, de Cruickshank, de Sheldon, de Mascagni, de Barthé, de Médecin, de Desèze, de Cabanis, de Darwin, de Cullen, de Platner, de Prochaska, de Reil, de Neubauer, de Walthér et de Scarpa.

En terminant ce quatrième volume, M. Magdeleine de Saint-Agy annonce à ses lecteurs qu'avant d'exposer la nouvelle physiologie née à la fin du dix-huitième siècle, il achèvera l'histoire des progrès de la chimie pendant la seconde moitié de ce même siècle.

Histoire des États européens depuis le congrès de Vienne; par M. le vicomte de Beaumont-Vassy. 10 vol. in-8. — Paris, 1845. Amyot. 7 fr. 50 le volume. — En vente : la Belgique et la Hollande. 4 vol. in-8.

M. le vicomte de Beaumont-Vassy, auteur des *Suèdois depuis Charles XII et de Swedenborg ou Stockholm en 1756*, a entrepris d'écrire l'histoire de tous les États européens depuis le congrès de Vienne jusqu'à l'année 1845. Cet ouvrage doit former 10 volumes in-8. Un seul est en vente; il a pour titre : *Histoire de la Belgique et de la Hollande*.

« Dans la grande lutte des peuples européens contre les entraves imposées en 1815 par ces traités de Vienne, qui furent pour l'Europe le commencement d'une ère nouvelle, chaque peuple, dit M. de Beaumont-Vassy dans son introduction, se présente à l'historien sous un aspect différent et procède d'une façon particulière. Chez l'un, le germe d'une idée politique se développe lentement et à de longs intervalles, puis il finit par éclore et les choses reprennent leur cours; chez l'autre, au contraire, les idées succèdent rapidement aux idées, et les faits semblent être le résultat d'une agitation machinale et incessante. Ici, dévorés par un insatiable besoin de changement, les hommes sacrifient sans pitié les héritages du passé; là, ils transmettent de génération en génération les institutions qu'ils ont reçues de leurs pères. J'ai cherché à reproduire fidèlement ces aspects divers et ces curieuses dissimilitudes. »

« C'est de la conduite politique d'un peuple que dépendent et sa position relative et sa considération. Rien n'est donc plus utile que l'étude consciencieuse des actes de nos voisins, étude qui

nous amène si naturellement à celle de notre propre histoire dans les temps modernes. C'est en vue de cette utilité que j'ai entrepris ce long et difficile travail, cette histoire de l'Europe depuis trente ans... Car j'ai toujours pensé qu'il faut employer son intelligence à étudier les besoins et les intérêts de son pays, comme sa volonté à l'aider et toute sa puissance à le servir. »

On ne peut qu'applaudir à de si nobles sentiments. Quels que soient d'ailleurs son mérite et ses résultats futurs, une semblable publication a droit dès à présent à nos éloges et à nos encouragements. Ne pouvant pas, on le conçoit, juger aujourd'hui un ouvrage dont la première partie seule a paru, nous avons dû nous contenter d'emprunter à l'auteur l'espèce d'exposition sommaire qu'il a faite lui-même de son but. Ses espérances se réaliseront sans doute; car ce premier volume, purement historique d'ailleurs, est écrit d'un style simple et facile, et se fait remarquer par sa clarté et par son impartialité.

Histoire de l'Algérie ancienne et moderne, depuis les premiers établissements des Carthaginois jusque et y compris les dernières campagnes du général Bugeaud; par M. LÉON GALIBERT. 1 magnifique volume in-8 publié par livraisons de 25 centimes, avec 25 gravures sur acier, 8 dessins coloriés et de nombreuses gravures sur bois. — Paris, 1845. Furne. (18 livraisons sont en vente.)

M. Furne est un des éditeurs les plus heureux de Paris; toutes ses entreprises réussissent. La raison de ce succès est facile à trouver: M. Furne a autant de conscience que de goût; non-seulement il sait inventer, qu'on nous permette ce mot, de bonnes et d'utiles publications, non-seulement il illustre ses livres avec une intelligence remarquable, mais il ne trompe jamais le public. Tout ce qu'il promet il le donne; il fait plus, il ménage toujours quelque surprise agréable à ses souscripteurs. Si les dernières livraisons de ses ouvrages illustrés ne ressemblent pas aux premières, c'est parce qu'elles leur sont supérieures. Tant de fois le public a été trompé par les promesses mensongères de certains prospectus, qu'en vérité il doit avoir une estime particulière pour les éditeurs qui se conduisent envers lui avec autant de convenance et de délicatesse que M. Furne.

L'*Histoire de l'Algérie* nous a suggéré cet éloge si justement mérité. Nous ne saurions, dès à présent, porter un jugement sur l'ouvrage de M. Galibert, car les seize livraisons qui ont paru ne contiennent qu'une introduction géographique et l'*Histoire de l'Algérie sous les Carthaginois et sous les Romains*; mais s'il se continue, et nous n'en doutons pas, comme il est commencé, ce volume sera, certainement, un des plus beaux livres publiés cette année par la librairie parisienne. — De charmantes vignettes sur bois, placées en tête ou à la fin des chapitres, rivalisent avec les magnifiques gravures sur acier qui doivent accompagner un certain nombre de livraisons. Enfin M. Furne s'est déjà décidé à donner, sans augmentation de prix, huit nouveaux dessins de Raffet, coloriés à l'aquarelle et représentant les costumes des diverses tribus arabes et des armées françaises en Afrique.

Rambles in Yucatan, by B. M. NORMAN. — London, 1845.

Wiley and Putnam. — Promenades dans le Yucatan (non traduites).

Incidents of travel in Yucatan, by JOHN L. STEPHENS. — London, 1845. Murray. 2 vol. in-8°. — Incidents d'un voyage dans le Yucatan (non traduits).

Life in Mexico during a residence of two years in that country, by madame CALDERON DE LA BARCA. — London, 1845. Chapman et Hall. — La Vie au Mexique pendant une résidence de deux années dans ce pays (non traduite).

Les voyages de M. Stephens dans l'Amérique centrale et les *Antiquités américaines* de Bradford avaient, depuis quelques années, attiré l'attention publique sur les monuments extraordinaires du Yucatan, lorsque M. Norman alla, en 1844, visiter à son tour ce curieux pays. M. Norman n'est pas un savant, mais un simple touriste. Muni seulement d'une boussole, il se rendit à Mérida, et il explora successivement les ruines de Palenque, de Chi-Chen, de Kabah, de Zayi et d'Uxmal. M. Norman copie souvent les ouvrages de ses prédécesseurs et il se montre parfois un peu superficiel; mais il n'a pas des prétentions exagérées, et ses *Promenades* sont remplies de détails intéressants sur les monuments du Yucatan et sur les mœurs des habitants de cette presqu'île encore si peu connue.

A la même époque, l'auteur des *Villes ruinées de l'Amérique centrale* entreprenait une seconde excursion dans le Yucatan. Cette fois, il avait un double but : il essayait de faire de nouvelles découvertes archéologiques et de former, avec les débris les plus caractéristiques qu'il parviendrait à rassembler, un musée pour les États-Unis d'Amérique. Il vient de publier la relation de son voyage, avec 120 gravures sur bois, par M. Catherwood; malheureusement la collection qu'il avait formée et transportée à New-York, a été détruite dans un incendie.

Le 12 novembre 1841, M. John Stephens partit de Mérida avec plusieurs compagnons, et il se rendit directement à la Hacienda de San-Joaquin, dans l'enceinte de laquelle se trouvent les ruines de Mayapan. De là, il alla visiter les ruines d'Uxmal, où il fit un assez long séjour. Après avoir passé quelque temps à la foire de Jalacho et examiné des antiquités situées sur la propriété d'un certain don Simon, il explora la fameuse grotte de Maycanu, appelée par les Indiens *Satun-Sat*, et par les Espagnols *Laberinto*. Mohpat, Kabah, Chi-Chen, Zahi, reçurent ensuite la visite de cet infatigable archéologue, qui termina son voyage par une promenade à l'île Cozumel et aux îles voisines.

Ce n'est pas le passé, mais le présent qui occupe l'auteur de *La Vie au Mexique*. Madame Calderon de la Barca est une Américaine mariée à un Espagnol. M. Calderon de la Barca représentait depuis plusieurs années sa patrie à Washington, quand, en 1841, il fut nommé ambassadeur au Mexique. C'était la première fois que l'Espagne accordait un pareil honneur à son ancienne colonie, depuis qu'elle avait reconnu son indépendance. Madame Calderon habita deux années entières Mexico. Pendant ce long séjour elle entretenit une correspondance suivie avec ses parents et les amis qu'elle avait laissés aux États-Unis. Ses lettres, lues d'abord dans un petit cercle, y obtinrent un tel succès, que l'auteur de l'*Histoire du règne de Ferdinand et d'Isabelle*, M. W. Prescott, demanda et obtint la permission de les publier. Elles forment un volume in-8 de 450 pages. Bien qu'Américaine, madame Calderon a presque autant d'esprit et de vivacité qu'une Française. Ses lettres sont remplies d'anecdotes piquantes et variées, racontées avec un talent tout particulier; mais elles ont surtout le mérite de réparer la seule omission qu'on peut

reprocher à M. Alexandre de Humboldt, c'est-à-dire de nous donner les détails les plus certains et les plus nouveaux sur l'état intellectuel et moral du Mexique.

Memoiren des Karl Heinrichs, Ritters von Lang; skizzen aus meinem leben und wirken, meinen reisen und meiner zeit. Mémoires de Charles Henri, chevalier de Lang; esquisses de ma vie et de mes actions, de mes voyages et de mon époque. — Brunswick, 1845. — A Paris, chez Brockhaus et Avenarius. — 2 vol. (non traduits).

Le chevalier de Lang naquit en 1764, à Balgheim, dans la principauté de Oettingen-Wallerstein. Son père était le ministre de cette paroisse. Son grand-père avait été élevé dans le palais du prince, et, à son grand effroi, il fut un jour, vers le milieu du siècle dernier, nommé kammer-director ou chancelier de l'échiquier. Le prince voulait aller aux bains de Pyrmont, et il n'avait pas assez d'argent pour subvenir aux dépenses d'un pareil voyage. Les banquiers auxquels il s'adressait refusaient de lui prêter même un stiver. Dans cette position embarrassante, il fit cadeau d'un ministère au plus riche propriétaire de sa principauté, c'est-à-dire au grand-père de Lang, et il supplia son nouveau ministre de lui prêter en retour la somme dont il avait besoin. Ce singulier moyen lui réussit. Il alla aux bains de Pyrmont, et le vieux Lang perdit toute sa fortune. Ce ne fut qu'en 1815 que ses descendants obtinrent, non pas le remboursement de cette créance, mais une indemnité insignifiante.

Le petit-fils de cet infortuné ministre malgré lui entra, dès sa jeunesse, au service du prince d'Oettingen-Wallerstein. Après avoir étudié le droit pendant trois années à l'université d'Iéna, il devint secrétaire de la cour judiciaire et du conseil d'Etat de sa principauté natale. Mais il ne tarda pas à donner sa démission et il alla à Vienne, où il espérait trouver un emploi. Pressé par le besoin, il accepta d'abord une place d'instituteur en Hongrie; puis il revint à Vienne, où l'ambassadeur du Wurtemberg le prit pour secrétaire; il fut ensuite secrétaire du prince Wallersstein, employé secret du comte Hardenberg, conseiller et archiviste de Bayreuth, attaché à la légation prussienne au congrès de Rastadt, gouverneur secrétaire du margraviat d'Anspach, directeur des archives de Munich, et enfin secrétaire intime du comte Hardenberg. Il mourut en 1853.

Deux volumes seulement des mémoires de Lang ont paru. Ils s'arrêtent à la fin de l'année 1825. Bien qu'ils ne répondent pas entièrement aux espérances qu'avait fait naître la réputation littéraire de leur auteur, ils ne peuvent manquer d'obtenir un grand succès, non-seulement en Allemagne, mais en France et en Angleterre. On y trouve, en effet, une foule d'anecdotes piquantes, racontées avec cet esprit satirique qui a rendu si populaires les *Hammelburger Reisen*. Le secrétaire du prince Wallersstein et de l'ambassadeur du Wurtemberg, l'employé secret du comte Hardenberg, n'a pas révélé sans doute tous les secrets dont il était le dépositaire; mais ses mémoires nous font mieux connaître que les ouvrages historiques les plus estimés l'état intellectuel et moral d'une certaine classe de la société en Allemagne, depuis la Révolution de 89 jusqu'à nos jours. En terminant cette notice, nous ne pouvons résister au désir de citer une anecdote qui nous paraît caractéristique.

Une nuit, à deux heures du matin, un domestique vient réveiller Lang, qui dormait profondément. « Levez-vous de suite, lui dit-il, son excellence désire vous parler. » Lang s'habille à la hâte et court auprès de son excellence. « Monsieur Lang, lui dit le baron Buhler (l'ambassadeur du Wurtemberg), j'ai depuis longtemps remarqué que dans vos lettres vous ne placez jamais les points au-dessus des i. Vous les mettez toujours tantôt trop à droite, tantôt trop à gauche. J'ai souvent eu l'intention de vous faire ce reproche. Tout à l'heure en m'éveillant, j'y ai songé de nouveau, et pour ne plus l'oublier, j'ai jugé à propos de vous envoyer chercher. Tenez-vous pour averti. »

Précis de l'histoire de l'Hindoustan, contenant l'établissement de l'empire Mogol, ses progrès et sa décadence; l'invasion et les établissements successifs des Européens; la coalition des princes de l'Afghanistan contre les Anglais; l'examen des diverses religions établies chez les Hindous, ainsi qu'un tableau de leurs lois primitives, de leurs mœurs, usages et coutumes, et un résumé des lois qui régissent les établissements français; par L.-M.-C. PASQUIER, ancien magistrat à Pondichéry. 1 vol. in-8 de 554 pages. — Paris, 1845. Paulin et Ledentu.

Cet ouvrage se divise en deux parties parfaitement distinctes : l'une consacrée aux Européens, l'autre aux indigènes.

Dans la première partie, l'auteur raconte l'histoire de l'Hindoustan depuis l'expédition d'Alexandre jusqu'à nos jours. Il donne principalement des détails curieux sur les établissements successifs des Portugais, des Hollandais, des Anglais et des Français, et sur l'administration actuelle de la justice dans nos comptoirs de l'Inde.

La deuxième partie, beaucoup plus longue que la première, renferme un grand nombre de chapitres intéressants concernant la religion des Hindous, leur mythologie, leurs lois, leurs mœurs, leurs coutumes, la division de leurs castes et leur chronologie.

État de la question d'Afrique. Réponse à la brochure de M. le général Bugeaud, intitulée *l'Algérie*; par M. GUSTAVE DE BEAUMONT. Paris, 1845. Paulin. Brochure in-8 de 52 pages.

Dans le courant du mois de septembre dernier, M. le général Bugeaud, gouverneur-général de l'Algérie, publia une brochure intitulée : *l'Algérie; des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*. M. Gustave de Beaumont pensa que cette œuvre, à laquelle le poste et le caractère de son auteur donnaient tant de gravité, contenait un certain nombre de propositions, les unes contestables, les autres dangereuses, qu'il importait de combattre avec la plus grande publicité possible. Dans cette conviction, il adressa au rédacteur en chef d'un journal quotidien une série de lettres qu'il vient de réunir en brochure, et de publier à la librairie Paulin. Cette brochure ne peut manquer d'attirer l'attention au moment où la Chambre va, par la discussion des crédits supplémentaires et extraordinaires, être saisie de nouveau de la grande affaire de notre établissement en Algérie, « la plus grosse affaire de la France, dit M. Gustave de Beaumont au début de sa première lettre; la plus belle, mais aussi la plus difficile, et sur laquelle s'amoncellent des orages dont, au lieu de détourner ses regards il serait plus sage de sonder l'épaisseur. »

Les Annonces de L'ILLUSTRATION coûtent 75 centimes la ligne. — Elles ne peuvent être imprimées que suivant le mode adopté par le Journal.

EN VENTE :

JÉRÔME PATUROT A LA RECHERCHE D'UNE POSITION SOCIALE ET POLITIQUE. 5 vol. in-8. PAULIN, éditeur, rue de Seine, 55. 22 fr. 50

Le premier volume de Jérôme Paturot a été si promptement épuisé, que nous avons cru devoir le faire réimprimer. Les tomes II et III se vendent séparément pour les acquéreurs de la première édition du tome I. — L'auteur a ajouté à ces tomes II et III, qui ont été publiés en feuilletons dans le National, sept chapitres entièrement inédits. Les contrefaçons publiées en Belgique d'après le National ne contiennent pas ces nouveaux chapitres réservés à dessein par l'auteur, et qui sont les plus piquants de cette curieuse galerie de peintures contemporaines.

PARIS, BUREAU CENTRAL, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

Quatre ans de Crédit.

RÉIMPRESSION DE L'ANCIEN MONITEUR, depuis la réunion des Etats-Généraux jusqu'au Consulat (mai 1789-novembre 1799). Edition complète, 52 vol. grand in-8 à 2 colonnes. 42 fr. 50 le volume.

Prix de la collection : 400 fr., payables 100 fr. comptant, 100 fr. aux 15 mars 1844, 1845 et 1846.

La réimpression de l'ancien Moniteur est divisée comme suit :

L'Introduction au Moniteur. 4 vol.
L'Assemblée constituante. 9 vol.
L'Assemblée législative. 4 vol.
La Convention nationale. 42 vol.
Le Directoire exécutif. 4 vol.
Tables. 2 vol.

Les personnes qui ont déjà souscrit, mais qui n'ont pas encore retiré tous les volumes, pourront s'entendre avec l'Administration pour recevoir de suite la collection entière, et jouir du crédit accordé. Celles qui préféreront ne prendre qu'un volume ou deux à la fois seront toujours libres de le faire. — Le volume de l'Introduction, pris séparément, coûte 20 fr.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

PARIS-ORLÉANS, ou Parcours pittoresque du chemin de fer de Paris à Orléans, avec l'embranchement de Corbeil; publié sous les auspices de M. F. BARTHOLOMY, président du conseil d'administration du chemin de fer de Paris à Orléans.

Paysages, sites, monuments, aspects de localités, choisis parmi ce qu'il y a de plus remarquable sur tout le trajet; ouvrage illustré de lithographies à deux teintes, vignettes sur bois et culs-de-lampe, par CHAMPIN, et accompagné d'un texte explicatif intéressant toutes les communes et propriétés riveraines, par HIPPOLYTE HOSTEIN, collaborateur du grand ouvrage de l'Italie-Audot. 52 livraisons. Une livraison paraîtra chaque dimanche.

Prix de la livraison : En noir, 1 fr. — En couleur, 2 fr. — Chaque livraison séparée, en noir, 2 fr.

On souscrit dès à présent chez Colin et Comp., éditeurs, rue Chapon, 5; Paulin, rue de Seine, 55.

Au Bureau de la REVUE HISTORIQUE DE LA NOBLESSE, rue Bleue, 28, à Paris.

1845.

1^{re} ANNÉE.

ANNUAIRE DE LA PAIRIE ET DE LA NOBLESSE DE FRANCE ET DES MAISONS SOUVERAINES DE L'EUROPE, publié sous la direction de M. BOREL D'HAUTERIVE, archiviste paléographe. — Précis historiques, Notices et Tablettes généalogiques, Histoire de la pairie, Traité élémentaire du blason, Revue de la salle des croisades.

Un beau volume in-12, avec planches gravées, 5 fr.; par la poste, 5 fr. 75; cartonné et doré, pris au Bureau, 6 fr. 50; planches coloriées, 2 fr. 50 en sus.

Toute demande doit être accompagnée d'un mandat sur la poste (écrire franco).

1844.

AVIS.

2^e ANNÉE.

Les éditeurs de l'Annuaire de la Noblesse de France invitent les maisons duciales et les familles nobles, à vouloir bien transmettre sans retard les corrections et additions pour l'Annuaire 1844, seconde année. Mais, afin de conserver à cet ouvrage le caractère officiel et l'intérêt de la vérité, on ne peut admettre pour les temps modernes que les lettres-patentes et les actes de filiation; pour les temps anciens, que les chartes, les titres authentiques ou les preuves de noblesse faites devant les juges d'armes ou les généalogistes pour l'admission aux ordres du roi, aux honneurs de la cour et aux chapitres religieux et militaires. — Tous papiers et réclamations doivent être adressés franco à M. Borel d'Hauterive, directeur de la publication, rue Bleue, 28.



J.-J. DUBOCHET et Comp.,

EN SOUSCRIPTION :

COLLECTION DES TYPES DE TOUS LES CORPS ET DES UNIFORMES militaires de la République et de l'Empire, 50 planches coloriées, comprenant les portraits de Napoléon, premier consul; de Napoléon, empereur; du prince Eugène, de Murat et de Poniatowski; d'après les dessins de M. Hippolyte Bellangé. 50 livraisons, composées chacune d'une ou de deux planches coloriées et d'un texte explicatif. — Prix de la livraison : 50 centimes.

La Collection se compose de 50 sujets coloriés à l'aquarelle, qui formeront, avec le texte, un magnifique Album, et dont voici la liste :

- 1 BONAPARTE, général en chef de l'armée d'Italie.
- 2 Général de Brigade et son Guide.
- 3 Général de Division et son Aide-de-Camp.
- 4 Officier d'Ordonnance de l'Empereur.

- 5 Infanterie de ligne, 1793.
- 6 Infanterie de ligne, 1808.
- 7 Infanterie de ligne, 1785.
- 8 Infanterie de ligne, 1808.
- 9 Régiment suisse.
- 10 Légion de la Vistule.
- 11 Carabinier, 1805.
- 12 Carabinier, 1812.
- 13 Cavalier.
- 14 Cuirassiers, 1805.
- 15 Dragon et Sapeur de Dragons.
- 16 Chasseur à cheval.
- 17 Hussard, 1795.
- 18 Hussard, 1805.
- 19 Cheval-Légers polonais.
- 20 Cheval-Légers français.
- 21 Gardes d'Honneur.



Rue de Seine, 55.

- 22 MURAT.
- 23 Artillerie à pied.
- 24 Artillerie à cheval.

GARDE IMPÉRIALE.

- 25 Grenadier à pied, 1^{er} régiment.
- 26 Grenadier à pied, 2^e régiment (Hollandais).
- 27 Chasseur à pied.
- 28 Fusilier-Grenadier.
- 29 Tirailleur et Voltigeur.
- 30 Pupille.
- 31 EUGÈNE BEAUHARNAIS.
- 32 Gendarme d'élite.
- 33 Grenadier à cheval.
- 34 Dragon.
- 35 Chasseur à cheval.
- 36 Mameluck.
- 37 Cheval-Légers Lanciers, 1^{er} régiment (Polonais).
- 38 Cheval-Légers Lanciers, 2^e régiment (Hollandais).
- 39 PONIATOWSKI.
- 40 Artillerie à pied et train.
- 41 Artillerie à cheval.
- 42 Sapeur du Génie.

- 43 Capitaine de Vaisseau.
- 44 Marin de la Garde.
- 45 Ecole Polytechnique.
- 46 Régiment des Dromadaires.
- 47 Invalide.
- 48 Tambour et Tambour-Major des Grenadiers de la Garde.
- 49 Timbalier et Trompette de la Garde.
- 50 L'EMPEREUR.

On souscrit, à Paris, chez J.-J. DUBOCHET et Comp., éditeurs, et chez tous les dépositaires de publications illustrées; — dans les départements, chez tous les correspondants du Comptoir central de la Librairie, et chez tous les libraires.

EXTRAIT DU CATALOGUE GÉNÉRAL DU COMPTOIR CENTRAL DE LA LIBRAIRIE.

Littérature (suite).

LIVRE DES ORATEURS, par TIMON. 12^e édition, contenant deux fois plus de matières que les éditions en petit format. Illustrée par 27 magnifiques portraits, peints d'après nature ou empruntés à nos grands maîtres, et gravés sur acier par l'élite de nos artistes. 1 vol. in-8 de 600 pages, imprimé avec luxe par Schneider et Langrand, sur papier grand Jésus vélin glacé (Pagnier, éd.) 45 fr.

LIVRE ROUGE (le), résumé du magisme, des sciences occultes et de la philosophie hermétique; par HORTENSIS FLAMEL. 1 vol. in-48, orné de 50 gravures. (Lavigne, éd.) 4 fr. 75

NOUVEAU RECUEIL DE CONTES, DITS, FABLEAUX et autres pièces inédites des treizième, quatorzième et quinzième siècles, pour faire suite aux Collections de LEGRAND D'AUSSEY, BARBAZAN et MEON; publié par M. ACHILLE JUBINAL, d'après les manuscrits de la Bibliothèque du roi et du Musée britannique. 2 vol. in-8. (Challamel, éd.) 46 fr.

OEUVRES POÉTIQUES D'ALPHONSE DE LAMARTINE, 40 vol. in-32, papier Jésus vélin. (Charles Gosselin, éditeur.) 25 fr.

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE CLASSIQUE, ou Collection des chefs-d'œuvre de la littérature française, publiée sur les textes les plus authentiques, et accompagnée de notices, la plupart inédites, sur la vie et les écrits des auteurs. 80 vol. in-8 sur beau papier, avec portraits. (Daguin frères, éd.)

Prix du volume contenant environ 450 pages. 2 fr.

— — sur papier vélin superfine. 5 fr.

Choix des ouvrages.

- ANNALES DE L'EMPIRE; par VOLTAIRE. 2 vol.
AVENTURES DE TELEMAQUE; par FENELON. 2 vol.
CONTES ET ROMANS de VOLTAIRE. 2 vol.
DISCOURS SUR L'HISTOIRE UNIVERSELLE; par BOSSUET. 2 vol.
ESPRIT DES LOIS; par MONTESQUIEU. 5 vol.
ESSAIS SUR L'ESPRIT ET LES MOEURS DES NATIONS; par VOLTAIRE. 4 vol.
FABLES de J. LA FONTAINE. 2 vol.
GIL BLAS et LE DIABLE BOITEUX de LE SAGE. 4 vol.
GRANDEUR DES ROMAINS; par MONTESQUIEU. 1 vol.
HENRIADE de VOLTAIRE. 4 vol.

HISTOIRE DE CHARLES XII; par VOLTAIRE. 1 vol.

HISTOIRE DE RUSSIE, *idem*. 4 vol.

HISTOIRE DU PARLEMENT, *idem*. 4 vol.

LETTRES PERSANES; par MONTESQUIEU. 1 vol.

MELANGES DE LITTÉRATURE, etc.; de VOLTAIRE. 2 vol.

MELANGES DE PHILOSOPHIE, *idem*. 5 vol.

MELANGES DE POLITIQUE, *idem*. 4 vol.

MORALISTES. 2 vol.

OEUVRES CHOISIES du BUFFON. 6 vol.

— choisies de P. CORNEILLE. 4 vol.

— choisies de GRESSET. 4 vol.

— de BOILEAU-DESPREAUX. 5 vol.

— de J.-B. ROUSSEAU. 2 vol.

— de J. RACINE. 5 vol.

— de MOLIÈRE. 7 vol.

ORAISONS FUNÉBRES de BOSSUET. 4 vol.

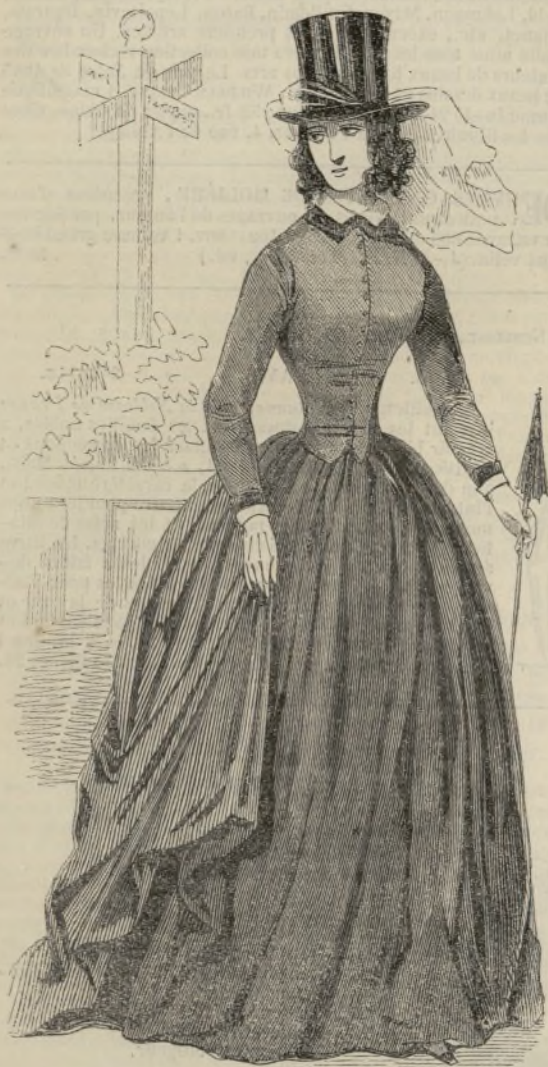
PETIT CAREME de MASSILLON. 4 vol.

POÉSIES DIVERSES de VOLTAIRE. 5 vol.

SIÈCLES DE LOUIS XIV ET DE LOUIS XV; par VOLTAIRE. 5 volumes.

THEATRE CHOISI de VOLTAIRE. 7 vol.

Modes.



(Amazone de Humann. — Ombrelle-Gravache de Verdier.)

AMAZONE.

Notre dessin d'amazone est sévère, simple et correct. C'est l'amazone des courses : un habit fermé, sans dentelles et sans fantaisies.

A sa main elle tient l'ombrelle-gravache, nouveauté dont Verdier a fait un ravissant bijou.

Longchamp n'a fait connaître que des chapeaux de paille à rubans frisés, à plumets, et des chapeaux de crêpe délicieusement chiffonnés. C'est chez Alexandrine que j'ai vu ces coquetteries du matin, comprises avec le plus de recherche jeune et distinguée.

Les mantelets noirs sont les premiers qui aient paru. Voici que viennent des mantelets pareils en taffetas de couleur foncée; puis on dit que la dentelle noire, la dentelle blanche et la mousseline blanche viendront comme autant de variétés.

Les taffetas rayés, les grands carreaux, résument la mode des étoffes : des raies plus ou moins larges, des carreaux écossais et des carreaux matelassés. Ces derniers sont souvent très-négligés.

Quant au mélange des nuances, il est plus ou moins harmonieux. Les combinaisons les plus heurtées sont approuvées sans paraître bizarres.

TOILETTES D'ENFANTS.

Partout où nous appelle l'enfance, nous trouvons un spectacle pour les yeux, un attrait pour le cœur. Partout les émotions de cette foule naïve nous impressionnent vivement, et l'on ne sait plus où chercher la grâce quand on quitte tous ces visages frais et riant, auxquels on ne demande que de la finesse ou de la bonhomie.

J'assistais un de ces jours derniers à une solennité dont je veux vous rendre compte. Élèves et visiteurs apportaient une égale émotion, car cette fête intéressait tous les assistants, et le cœur des lauréats battait moins fort peut-être que celui des mères glorieuses ou inquiètes.

Tout est disposé pour que le jour d'une distribution de prix soit solennel entre tous les jours. L'assemblée, le bruit, les chants, tout doit graver dans ces petits cœurs agités, le jour faste ou néfaste où les plus studieux ont été distingués d'entre leurs camarades.

La demi-heure qui précéda le lever de rideau fut employée sans ennui. Moi, futile, j'étudiais la mode des enfants pour venir vous la dire; j'ai pris note de quelques innovations conçues par les mères, pour que la petite fille fût la plus belle comme son frère devait être le plus heureux. Ces jours-là Cornélie se pare de tous ses bijoux!...

La vanité d'une mère, c'est si naturel, si louable; c'est la seule qu'on avoue, dont presque on se vante; aussi, je devina les mères à leur émotion, au regard tremblant qui suivait le vainqueur recevant sa couronne; couronne que le temps n'atta-

que pas, triomphe que l'envie ne conteste pas, succès que ne suit pas la chute. La belle gloire, enfants, que celle du travail! les beaux lauriers que ceux du collège! gloire sans déception, lauriers sans poison.

La douce joie que celle des mères!

On n'espère jamais si bien en l'avenir qu'au moment où l'on sort d'une distribution de prix.

Jetons un coup d'œil d'examen, non pas sur les combattants, mais sur la galerie. Fête de famille, les enfants de deux ans n'y étaient pas déplacés. Une jolie créature, habillée de cachemire blanc, avec des manches courtes et un corsage décolleté, étalait ses petites grâces, en agitant des bras potelés et une tête d'ange pour animer une éloquence inintelligible. Son frère, âgé de cinq ans, placé près d'elle, prenant en pitié son ignorance du monde, lui imposait silence, tout en réclamant sa part d'un sac de friandises avec lequel la mère avait espéré acheter leur silence.

Deux jolies petites filles de sept à huit ans avaient des pardessus en taffetas écossais, des robes de mousseline blanche et des pantalons de batiste. Elles étaient coiffées de chapeaux de paille à rubans écossais.

Une jeune fille de douze ans en robe de barège lilas, avait un

camail de mousseline blanche et un chapeau en paille de riz, en capote, avec la coiffe et des brides blanches.

Deux enfants très-beaux, frère et sœur, avaient, dans leurs toilettes différentes, tout le rapport que l'on peut conserver entre l'habit d'un garçon et une robe. Leur taille, exactement semblable, faisait présumer que leur âge était le même; dans cette similitude de costume, on devinait la complaisance maternelle à confondre deux jumeaux. La petite fille avait une robe de nankin, serrée à la taille par une cordelière; ses manches plates jusqu'à un peu au-dessus du poignet, laissaient sortir une manche de mousseline, qui s'échappait en plis nombreux jusqu'à la main, où la retenait un poignet brodé. Une guimpe de mousseline couvrait sa poitrine au-dessus de la blouse demi-décolletée. Son frère portait un petit habillement en nankin, également attaché autour de la taille par une cordelière; mais ses manches, au lieu d'être plates, étaient fendues à la grecque et sa chemise entourait le cou d'un col de batiste rabattant. Sur le chapeau de la petite fille était posée une guirlande de petites fleurs; son frère avait un chapeau de batteur en paille cousue.

Nous donnerons dans notre prochain numéro un costume d'enfant, que nous sommes forcés d'ajourner faute d'espace.

Omnibus nouveau modèle.



Sous aucun rapport les omnibus ne peuvent rester stationnaires; ils circulent et se perfectionnent toujours. Depuis leur première apparition sur les boulevards, que de pas, que de progrès n'ont-ils pas faits! D'abord lourds, massifs, durs, traînés péniblement par trois chevaux, ils se sont ensuite rétrécis, amincis, en devenant plus élégants et plus doux, ils approchaient de la perfection, mais ils ne l'avaient pas encore atteinte. Grâce à M. Malen, le public n'aura plus désormais aucune amélioration à leur demander. Pendant de nombreuses années, ils auront beau courir, qu'on nous permette cette innocente plaisanterie, ils ne pourront plus avancer.

En effet, le nouveau modèle qui est sorti des ateliers de cet habile carrossier et qui circule depuis quelques mois sur les boulevards, semble remédier à tous les inconvénients passés, présents et futurs; il est moins lourd et, et par conséquent, plus roulant que les anciennes voitures. Des ressorts à pincettes, d'invention récente, donnent à la caisse une élasticité qui empêche les cahots de se faire si cruellement sentir. Les banquettes, partagées en stalles, ne permettent plus aux voyageurs mal élevés et méchants (pourquoi le nombre en est-il si grand?) de tourmenter leurs infortunés compagnons de route. Cependant il n'y en a que dix. On a eu le soin de laisser de chaque côté, près de la porte d'entrée, un espace vide pour les personnes dont le poids dépasse 150 kilogrammes. Les lanternes ont été placées de manière à mieux éclairer

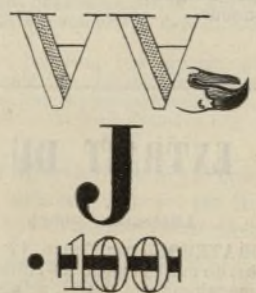
l'intérieur de la voiture. Enfin, on y entre en marchant debout, sans avoir besoin de se baisser, de se plier en deux, ce qui est toujours aussi disgracieux qu'incommode; par conséquent, on n'y court plus le risque d'y casser à chaque voyage son chapeau ou sa tête.

Vers la fin de ce mois, dix voitures semblables au modèle qui circule sur les boulevards et dont les deux planches jointes représentent, l'une le profil et l'autre l'entrée, desserviront la ligne de la barrière Blanche à l'Odéon. Espérons, dans l'intérêt général, que les autres administrateurs des voitures de transport en commun, ne tarderont pas à suivre l'exemple que viennent de leur donner MM. Feuillant et Moreau, gérants de l'entreprise des omnibus.

Rébus.

EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS :

Chacun s'abonnera, j'en suis sûr, à L'ILLUSTRATION.

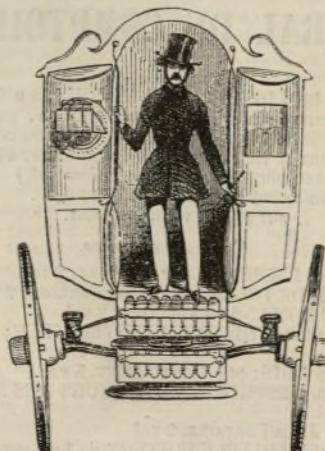


ON S'ABONNE chez les Directeurs des postes et des messageries, chez tous les Libraires, et en particulier chez tous les Correspondants du Comptoir central de la Librairie.

A LONDRES, chez J. THOMAS, 4, Finch Lane Cornhill.

JACQUES DUBOCHET.

Typographie LACRAMPE et COMP., rue Damiette, 2.



(Omnibus nouveau modèle vu par derrière.)